



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
COMMISSION NATIONALE DES
DROITS DE L'HOMME
CNDH-RDC



Institution d'Appui à la Démocratie

PLAN STRATEGIQUE NATIONAL DE LA COMMISSION
NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME
2016 - 2020

NOVEMBRE 2017

Table des matières

AVANT-PROPOS	5
REMERCIEMENTS.....	7
ACRONYMES	8
I. INTRODUCTION.....	14
1.1. Processus d'élaboration du plan stratégique	14
1.1.1. L'analyse du contexte interne et externe de la CNDH par ses Membres, Cadres et Agents... 15	
1.1.2. L'atelier national regroupant les représentants provinciaux et les partenaires stratégiques	15
1.1.3. Les Consultations et enquêtes nationales	15
1.1.4. L'atelier d'adoption et de validation du premier draft regroupant toutes les parties prenantes.....	16
1.1.5. La Revue documentaire approfondie	16
1.1.6. L'étude des recommandations des organes de supervision institués par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme (mécanisme de l'Examen Périodique Universel).....	16
II. CONTEXTES	17
2.1. Contexte général.....	17
2.1.1. Contexte géographique	17
2.1.2. Contexte démographique	18
2.1.3. Contexte économique	18
2.1.4. Contexte socioculturel.....	19
2.1.5. Contextes politique et administratif.....	20
2.1.6. Situation sécuritaire.....	21
2.1.7. Système judiciaire.....	21
2.1.8. Droits de l'homme et les Objectifs de Développement Durable (ODD)	22
2.2. Contexte des droits de l'homme	24
2.2.1. Contexte mondial des droits de l'homme	24
2.2.2. Contexte africain des droits de l'homme.....	26
III. DIAGNOSTIC SUR LES DROITS DE L'HOMME EN RDC	27
3.1. Cadre normatif et institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme en RDC	27
3.1.1. Cadre normatif.....	27

3.1.1.1. La Constitution de la République.....	27
3.1.1.2. Autres lois de la République	28
3.1.2. Cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme.....	28
3.1.2.1. Le Président de la République	28
3.1.2.2. Le Parlement.....	29
3.1.2.3. Le Gouvernement.....	29
3.1.2.4. Les cours et tribunaux	29
3.1.2.5. La Commission Nationale des Droits de l'Homme	29
La Commission Nationale des Droits de l'Homme de la République Démocratique du Congo a été créée, par la Loi organique n°13/011 du 21 mars 2013, conformément à sa Constitution qui prévoit à son article 222, alinéa 3, la possibilité de créer une institution d'appui à la démocratie.....	29
a) Organisation de la CNDH	30
b) Mission de la CNDH	31
c) Attributions de la CNDH-RDC.....	31
d) Vision de la CNDH	32
e) Principes et valeurs de la CNDH.....	33
3.2. Etat des droits de l'homme en RDC.....	33
3.2.1. Droits civils et politiques.....	33
3.2.1.1. Droit à la vie.....	33
3.2.1.2. Droit à l'intégrité physique	34
3.2.1.3. Le droit à la liberté et à la sûreté personnelle.....	34
3.2.1.4. Droits à la liberté d'expression, à la liberté d'opinion et à la liberté d'information	35
3.2.1.5. Droits à la liberté de réunions et à la liberté de manifestations	35
3.2.1.6. Droit à un procès équitable	36
3.2.2. Droits économiques, sociaux et culturels.....	36
3.2.2.1. Droit au travail et à une rémunération équitable et satisfaisante	36
3.2.2.2. Droit à l'éducation	37
3.2.2.4. Droit à la santé.....	37
3.2.2.5. Droit à un logement décent, droit d'accès à l'eau et à l'électricité.....	37
3.2.3. Droits collectifs	38
3.2.3.1. Les droits spécifiques de la femme et de l'enfant.....	38
3.2.3. 2. Droits de la femme	38
3.2.3.3. Droits des enfants.....	39
3.2.4. Les droits de personnes avec handicap et d'autres personnes vulnérables dont les personnes de 3 ^{ème} âge et les personnes vivant avec le VIH/Sida	39

3.2.4.1. Les droits des personnes de 3 ^{ème} âge et personnes avec handicap	40
3.2.4.2. Les Personnes vivant avec le VIH/Sida.....	40
IV. ENJEUX ET DEFIS EN MATIERE DE DROIT DE L'HOMME EN RDC.....	40
4.1. Enjeux	40
4.1.1. Analyse SWOT (Forces, Faiblesses, opportunités et Menaces)	40
4.1.2. Les consultations ou enquêtes nationales.....	42
4.1.2.1. Problèmes liés à l'institution	42
4.1.2.2. Problèmes liés aux droits civils et politiques.....	42
Les problèmes majeurs relevés sont :	42
4.1.2.3. Problèmes liés aux droits économiques, sociaux et culturels	42
4.1.2.4. Problèmes liés aux droits collectifs.....	43
4.1.2.5. Problèmes liés aux droits de la femme et de l'enfant	43
4.1.2.6. Problèmes liés aux droits des personnes vulnérables	43
4.1.3. Recommandations des organes des traités et de l'examen périodique universel (EPU) à la RDC	43
4.2. Défis	45
4.2.1. Problèmes liés aux capacités institutionnelles de la CNDH traduits par :	46
4.2.2. Problèmes liés à la promotion des droits de l'homme traduits par :	46
4.2.3. Problèmes liés à la protection des droits de l'homme traduits par :	46
4.2.4. 4.2.5. Problèmes liés à la coopération traduits par :	46
V. CADRE STRATEGIQUE.....	46
5.3. But et objectif du plan stratégique.....	47
5.3.1. But.....	47
5.3.2. Objectif général	47
5.4. Les Axes stratégiques.....	47
5.4.2. AXE 1 : Développement institutionnel.....	47
5.3.2. Promotion d'une culture des droits de l'homme	50
5.3.3. Protection des droits de l'homme	53
5.3.4. Coopération	55
5.5. Cadre logique du plan stratégique.....	59
5.6. Planification des activités	95
Axe 1 : Développement institutionnel.....	Erreur ! Signet non défini.
Activités	Erreur ! Signet non défini.
Responsables	Erreur ! Signet non défini.
Cibles.....	Erreur ! Signet non défini.

Chronogramme.....	Erreur ! Signet non défini.
2016.....	Erreur ! Signet non défini.
2017.....	Erreur ! Signet non défini.
2018.....	Erreur ! Signet non défini.
2019.....	Erreur ! Signet non défini.
2020.....	Erreur ! Signet non défini.
VI. BUDGET DU PLAN STRATEGIQUE.....	118
VI. CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE.....	120
6.1. Cadre institutionnel	120
6.2. Plan d'action annuel	120
6.3. Financement du plan stratégique.....	120
6.4. Conditions de succès du plan	121
VII. SUIVI ET EVALUATION	121

AVANT-PROPOS

Depuis le début des années 90 à l'aube du multipartisme, la démocratie est devenue le maître mot du vocabulaire politique contemporain.

Conçue comme une valeur universelle, elle prône l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme. Or, le régime ou l'Etat de droit ici exalté n'est rien d'autre qu'une société préoccupée par la promotion, la protection et la mise en valeur de la dignité et des droits de ses membres tel que souhaité par les Nations-Unies à travers la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 Décembre 1948 et l'Union Africaine dans la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée le 26 juin 1981.

En effet, le respect de la dignité et de la valeur humaine constitue la substance des Droits de l'Homme. Ces derniers jouissent, sur le plan international, d'une légitimité qui leur confère un poids moral incontestable et qui conduit les Etats et Gouvernements membres des Nations Unies à ratifier des traités et à se soumettre librement aux obligations contraignantes en la matière.

La Commission Nationale des Droits de l'Homme, CNDH en sigle, en tant qu'institution d'appui à la démocratie dont la mission est de promouvoir et de protéger les droits de l'homme suivant les principes de Paris régissant les Institutions Nationales des Droits de l'Homme, se veut être la pierre angulaire de l'ensemble du système national de promotion et de protection des droits de l'homme en RDC.

A ce titre, elle se veut une Institution allant véritablement à l'avant-garde des efforts de la République Démocratique du Congo pour respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme et de libertés publiques dans le respect des compétences des autres institutions œuvrant dans le même domaine ou des domaines connexes et ce, dans un esprit de collaboration, de synergie et de complémentarité avec toutes les institutions de la République et la société civile.

Avec l'appui de ses partenaires, notamment celui du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'homme (BCNUDH), la CNDH s'est lancée dans son processus de planification stratégique à l'issue duquel la vision, la mission, les principes, les valeurs, les axes stratégiques et les activités-clés pour les cinq années de son premier mandat ont été dégagés.

Ce plan stratégique quinquennal servira d'outil de planification et d'orientation pour la mise en œuvre de la politique de la CNDH, de plaidoyer auprès des décideurs politiques et de mobilisation des ressources financières auprès des bailleurs durant les cinq prochaines années.

Les principaux axes stratégiques sont :

1. Le développement institutionnel
2. La promotion d'une culture de droits de l'homme
3. La protection des droits de l'homme
4. La coopération et le partenariat

Pour terminer, je rends grâce à Dieu, Maître des temps et des circonstances, qui a permis l'élaboration du présent plan stratégique.

***Maître MWAMBA MUSHIKONKE Mwamus
Président de la Commission Nationale des
Droits de l'Homme de la RD-Congo***



REMERCIEMENTS

A travers le présent plan stratégique, je tiens à m'acquitter d'un agréable devoir, celui de remercier sincèrement tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à son élaboration, notamment :

- La Société civile à travers ses composantes pour l'intérêt manifeste et la disponibilité dans le processus de l'élaboration de ce plan ;
- Les représentants des partis politiques de la majorité et de l'opposition pour leur disponibilité et participation à cet exercice ;
- Les autorités politico – administratives tant du niveau central que provincial pour leur participation à ce processus.

J'exprime ma profonde gratitude au Consultant national pour les efforts aménagés en vue de l'élaboration de ce plan stratégique.

Mes remerciements s'adressent également au Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme pour la facilitation combien considérable dans ce processus, et le partenariat sincère fondé sur le respect mutuel entre nos deux institutions.

Enfin, une attention particulière doit être accordée à toute l'équipe de la CNDH et à nos Coordonnateurs Provinciaux qui malgré les conditions difficiles sont arrivés à récolter les données fiables faisant l'objet de ce plan stratégique.

A tous ceux qui nous ont aidé et qui nous aiderons encore par leur retro-information, je dis un grand merci.

Je n'ai pas de doute qu'avec l'aide de Dieu et le concours de tout un chacun, nous serons en mesure d'atteindre les résultats attendus de nos efforts tels que décrits dans le présent plan stratégique, fruit de notre fructueux partenariat.

Je formule anticipativement toute ma reconnaissance au Gouvernement et aux différents partenaires techniques et financiers en vue de la mobilisation des ressources nécessaires et conséquentes, pour l'atteinte des objectifs et résultats du présent plan stratégique de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de la RDC.



ACRONYMES

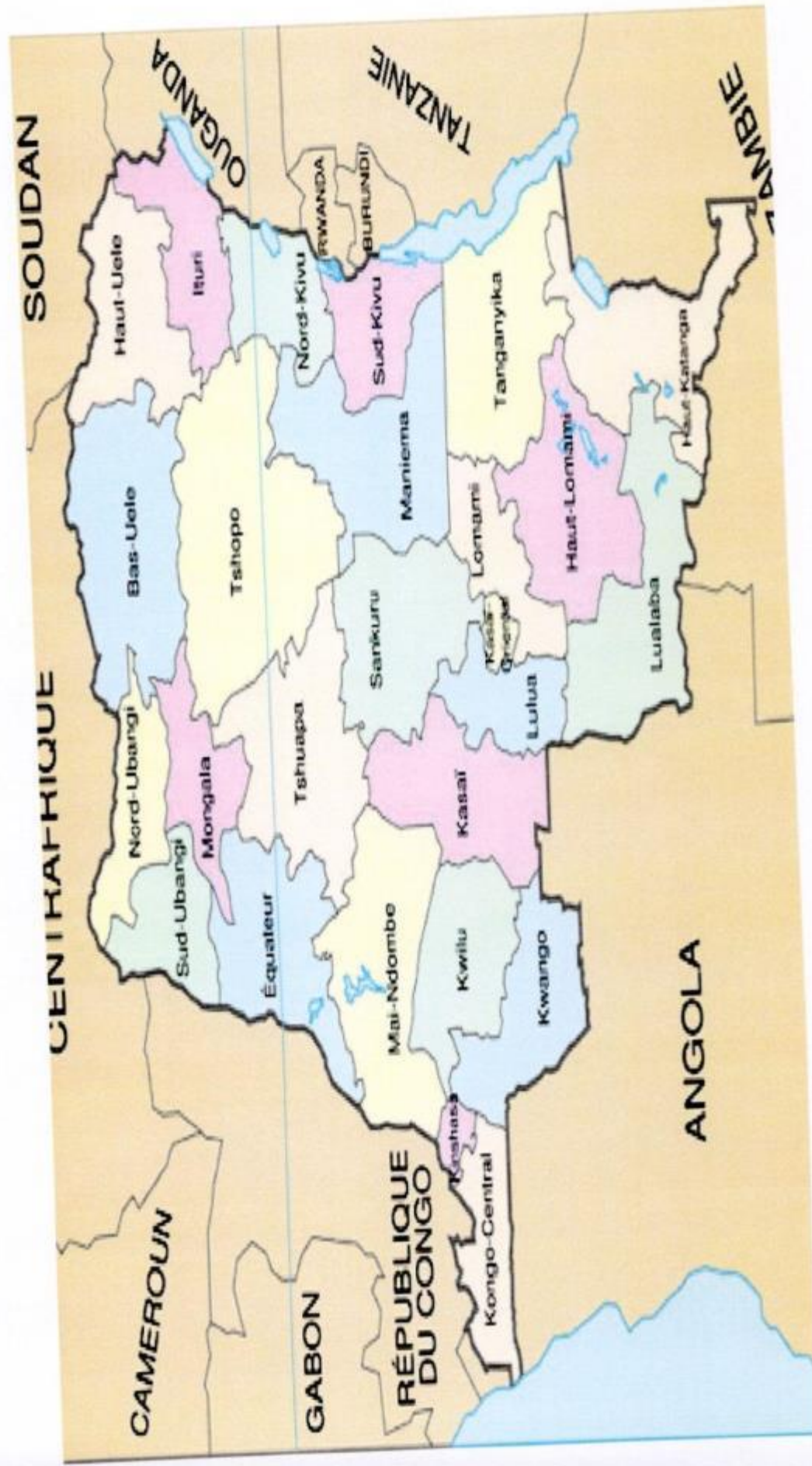
ANR	: Agence Nationale de Renseignements
BCNUDH	: Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
BRP	: Bureau de Représentation Provinciale
CCC	: Communication pour le changement de comportement
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CNDH	: Commission Nationale de Droits de l'Homme
CSAC	: Conseil Supérieur d'Audio-visuel et de Communication
EPU	: Examen Périodique Universel
FFOM	: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
IEC	: Information, Education et Communication
INDH	: Institutions Nationales des Droits de l'Homme
RDC	: République Démocratique du Congo
VIH	: Virus d'Immunodéficience Humaine
ODD	: Objectifs de Développement Durable
OIT	: Organisation Internationale du Travail
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONGDH	: Organisation Non Gouvernementale des Droits de l'homme
ONU	: Organisation des Nations Unies
OPJ	: Officier de police judiciaire
OS	: Objectifs stratégiques
PCR	: Police de circulation routière
PNC	: Police Nationale Congolaise
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
P.V.	: Procès-verbal
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficience Acquise

SWOT : Streighten, Wickness, Opportunities and Threats

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science, la culture et la communication. f

~ 10 ~

Nouvelle carte administrative de la RDC avec ses 26 provinces



RESUME EXECUTIF

Le présent plan stratégique a été élaboré d'une part, dans un contexte mondial où les questions des droits de l'homme constituent une grande préoccupation tant des communautés internationales que nationales.

D'autre part, ce plan a été aussi élaboré dans un contexte national particulier caractérisé par des tensions politiques et sociales liées à la tenue des prochaines élections, une crise socio-économique liée à la perte du pouvoir d'achat de la population à cause de la dépréciation de la valeur de la monnaie nationale et par une situation sécuritaire émaillée des conflits armés dans certaines parties du pays surtout à l'Est.

Du processus d'élaboration du plan stratégique

Ce plan stratégique de la Commission Nationale des droits de l'homme, en sigle CNDH couvre la période de 2016 à 2020 et a été élaboré à travers un processus largement participatif à la fois ascendant et descendant.

Il est basé sur les résultats de :

- L'analyse du contexte interne et externe de la CNDH effectuée par ses Membres, Cadres et Agents ;
- L'atelier national regroupant les représentants provinciaux et les partenaires stratégiques ;
- Les consultations et enquêtes nationales effectuées dans les chefs-lieux des 10 anciennes provinces ;
- L'atelier d'adoption et de validation du premier draft regroupant toutes les parties prenantes ;
- La revue documentaire approfondie ;
- L'étude des recommandations des organes de supervision institués par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme (mécanisme de l'Examen périodique universel).

Du cadre stratégique

Ce cadre décrit le but, l'objectif général ainsi que les axes stratégiques du présent plan ainsi que leurs domaines d'interventions ou programmes.

Il convient de signaler que les principes directeurs ainsi que la vision de la CNDH, celle de rayonner comme institution véritablement à l'avant-garde des efforts vers le respect des obligations internationales de la République Démocratique du Congo en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés publiques, en vue d'une société congolaise dans laquelle la population vit dans la paix et la dignité, ont également orienté les options stratégiques développées dans ce plan.

Le but de ce plan stratégique est de contribuer au renforcement de la démocratie et de l'établissement d'un état de droit en République Démocratique du Congo par la promotion et la protection des droits de l'homme.

Son objectif général est de contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme en RDC à travers les interventions stratégiques relatives à la promotion et la protection des droits de l'homme.

Quatre axes stratégiques sont définis pour le présent plan stratégique avec 18 programmes et 44 actions à entreprendre afin d'aboutir aux résultats au cours de ces 5 prochaines années et portent sur :

- Le développement institutionnel dont la mise en œuvre aura comme impact une meilleure organisation des structures de la CNDH, leur accessibilité et une meilleure offre des services à la population pour l'accomplissement de sa mission. Cet axe sera réalisé à travers quatre programmes dont : (i) le renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH qui permettra de doter la CNDH des ressources matérielles, humaines et financières nécessaires à son fonctionnement, de renforcer les capacités du personnel mis en place, de mettre en place un cadre réglementaire et normatif et de déployer la CNDH à travers l'étendue du territoire national afin de rapprocher ses services de la population ; (ii) la planification afin d'éviter une navigation à vue et permettre à la CNDH de fonctionner sur base d'une orientation pour les cinq années à venir et d'une programmation annuelle de ses activités pour des interventions efficaces et efficientes ; (iii) le renforcement du suivi et évaluation pour une meilleure coordination des activités afin d'éviter la gestion autonome de chaque entité de la CNDH et (iv) le marketing institutionnel pour assurer la visibilité de la CNDH afin de permettre au public de recourir à ses services.
- La promotion d'une culture des droits de l'homme cet axe vise la prévention des violations des droits de l'homme à travers les programmes (i) déformation et éducation aux droits de l'homme pour le respect et l'émergence d'une culture des droits de l'homme. Cette formation sera ciblée à certaines catégories professionnelles telles que les responsables d'application de la loi, les agents pénitentiaires, les enseignants, les responsables des entreprises et les membres des ordres professionnels afin que les normes des droits de l'homme soient mieux respectées dans l'exercice de leurs métiers et l'éducation aux droits de l'homme sera initiée dans les écoles et universités ; (ii) de sensibilisation de la population, afin que les droits de l'homme soient au cœur des préoccupations des citoyens (iii) des publications et (iv) de la documentation sur les droits de l'homme.
- La protection des droits de l'homme pour une meilleure jouissance de ces droits par les citoyens et sera réalisée à travers les programmes (i) d'enquêtes qui permettront de dénoncer les différentes violations et leurs auteurs et de formuler des recommandations à l'endroit des autorités compétentes afin que soient prises des mesures correctrices appropriées pour que cessent les violations ; (ii) de traitement des plaintes individuelles et l'accès des victimes à la justice afin que les victimes obtiennent réparations et les auteurs soient sanctionnés, (iii) le règlement des différends par la conciliation comme mode alternatif à la justice et (iv) de monitoring de la situation des droits de l'homme dans différents thématiques pour une meilleure jouissance de ces droits.

- L'axe coopération vise le renforcement de la collaboration avec toutes les parties prenantes pour la valorisation et l'épanouissement des droits de l'homme au plan national à travers le programmes de: (i) coopération avec les Institutions de la République notamment, l'Assemblée Nationale et le Sénat, le Gouvernement, les Cours et tribunaux et les Parquets près ces juridictions en vue de s'acquitter de son rôle de conseiller ; (ii) coopération avec les organisations locales et nationales, pour une synergie d'actions ;(iii) coopération avec les organisations internationales et (iv) coopération avec les missions diplomatiques accréditées en RDC pour leur contribution à l'épanouissement de la promotion et à la protection des droits de l'homme dans notre pays.

Du budget : Le coût global de la mise en œuvre du PSN s'élève à **6 106 990 210 \$US** repart de la manière suivante :

- **3 592 348 291 \$US**, soit **59%** pour l'ensemble du développement institutionnel ;
- **320 140 596 \$US**, soit **5%** pour la promotion d'une culture des droits de l'homme ;
- **2 152 644 164 \$US**, soit **35%** pour la protection des droits de l'homme ;
- **41 857 161 \$US**, soit **1%** pour la coopération

Du cadre de mise en œuvre du PSN : L'exécution de ce plan stratégique sera traduite dans plusieurs instruments opérationnels, notamment le plan d'action annuel opérationnel consolidé par différents plans d'action opérationnel des provinces et des antennes urbaines et territoriales, le plan national de suivi et d'évaluation.

Le plan stratégique n'étant qu'un document global d'orientation, chaque année les actions retenues doivent être déclinées en plan opérationnel pour sa mise en œuvre et la répartition annuelle des activités peut être modifiée au vu des opportunités et obstacles rencontrés.

La mise en œuvre de ce plan stratégique peut se faire également à travers un plan reprenant des objectifs spécifiques avec les activités détaillées et budgétisées pour être soumis à un partenaire pour financement, sous forme d'un projet spécifique.

Le pilotage du plan stratégique sera assuré par le Président de la CNDH à travers le Bureau. Les arbitrages seront opérés par le Président.

La traduction des actions retenues en activités concrètes est sous la responsabilité du Bureau et des sous-commissions permanentes, des Bureaux de représentations provinciales, des antennes urbaines et territoriales. |

I. INTRODUCTION

La responsabilité de respecter, de protéger et de permettre l'exercice des droits de l'homme incombe aux États qui ratifient les instruments internationaux relatifs à ces droits et sont tenus de créer des mécanismes pour en assurer la sauvegarde¹.

C'est ainsi qu'ont été créées les Institutions Nationales des Droits de l'Homme, INDH en sigle à travers le monde et notre pays la République Démocratique du Congo n'est pas resté en marge de cette exigence en créant par la loi organique N°13/011 du 21 mars 2013 la Commission Nationale des Droits de l'Homme qui a été mise en place depuis le mois d'avril 2015.

Les INDH sont des organes de l'État dotés d'un mandat constitutionnel ou législatif qui leur donne pour mission de protéger et de promouvoir les droits de l'homme. Elles font partie intégrante de l'appareil de l'État et sont financées par les Trésors publics¹. Elles constituent les pierres angulaires de la protection et de la promotion des droits de l'homme à l'échelon national, et le lien entre les États et le système international des droits de l'homme.

Par ailleurs, il sied de noter que la réalisation et le respect des droits de l'homme exige un effort concerté de la part de chaque gouvernement, institution, individu, groupe et organes de la société.

Il en résulte que veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme est une tâche à la fois complexe et diffuse. Ce qui exige l'implication et l'engagement de toutes les sphères aux actions de la Commission nationale des droits de l'homme.

1.1. Processus d'élaboration du plan stratégique

Ce plan stratégique qui couvre la période de 2016 à 2020 a été élaboré à travers un processus largement participatif à la fois ascendant et descendant. A cet effet, un consultant national avait été recruté.

Le plan est basé sur les résultats de :

- L'analyse du contexte interne et externe de la CNDH effectuée par ses Membres, Cadres et Agents ;
- L'atelier national regroupant les représentants provinciaux et les partenaires stratégiques ;
- Les consultations et enquêtes nationales ;
- L'atelier d'adoption et de validation du premier draft regroupant toutes les parties prenantes ;
- La revue documentaire approfondie ;
- L'étude des recommandations des organes de supervision institués par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme (mécanisme de l'Examen périodique universel).

1.1.1. L'analyse du contexte interne et externe de la CNDH par ses Membres, Cadres et Agents

Le processus d'élaboration du Plan stratégique a commencé au niveau interne de la CNDH quand ses membres, cadres et agents ont fait un diagnostic institutionnel sur base d'un questionnaire dans l'optique de dégager les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces (méthode FFOM).

1.1.2. L'atelier national regroupant les représentants provinciaux et les partenaires stratégiques

Ce diagnostic institutionnel a débouché sur un atelier auquel ont participé, les membres, cadres et agents de la CNDH tant du niveau national que provincial ainsi que les partenaires. Au cours de cet atelier, les participants ont appris comment procéder de façon participative à réaliser un plan stratégique, notamment la détermination de la vision, de la mission, des principes et des valeurs d'une institution nationale des droits humains. Par ailleurs, les données de l'analyse du contexte interne et externe ont fait l'objet d'un débat afin de retenir les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui ont permis d'avoir des données de base pour l'analyse situationnelle, préalable à toute planification stratégique.

1.1.3. Les Consultations et enquêtes nationales

Du 26 avril au 7 mai 2016, dix équipes ont été déployées dans les 10 anciennes provinces de la RDC. Celles-ci étaient composées chacune de quatre membres dont un représentant du BCNUDH, deux représentants de la CNDH dont celui de Kinshasa et le Coordonnateur du Bureau de représentation de la province concernée.

Le consultant national s'était joint également aux équipes afin de suivre le travail de terrain dans deux provinces : le Nord-Kivu et l'ancienne Kasai Occidental.

La ville de Kinshasa fut couverte la dernière entre le 22 et le 29 mai 2016.

Trois outils de collecte des données ont été conçus à cet effet :

- Un questionnaire semi-structuré de collecte des données auprès des couches de la population composée notamment des représentants des confessions religieuses, des organisations non gouvernementales des droits de l'Homme, des ordres professionnels, des universitaires, des syndicats, des personnes avec handicap, des organisations non gouvernementales des droits spécifiques de la femme et des personnes vivant avec le VIH/SIDA ;
- Un guide de priorisation avec discussions en groupes ciblés de 10 à 15 personnes ayant des caractéristiques en commun. Les participants à la discussion reprenaient les problèmes prioritaires retenus, les listaient et faisaient une priorisation par comparaison des pairs. De cette comparaison ressortaient les problèmes par ordre d'importance ;
- Un guide d'interview pour informateurs-clés pour collecter des données auprès des personnalités sociopolitiques, judiciaires, sécuritaires, coutumières et autres.

Ceci a permis de relever les données sociodémographiques des enquêtés, leur niveau de connaissance de la CNDH ainsi que leurs attentes pour les cinq prochaines années. Ces questions concernaient toutes les catégories des droits de l'homme.

Le guide d'interview avec informateurs-clés a permis d'obtenir des autorités de divers niveaux, les mêmes informations que dans le questionnaire semi-structuré. Ce qui a permis d'avoir des réponses des personnalités.

1.1.4. L'atelier d'adoption et de validation du premier draft regroupant toutes les parties prenantes

A l'issue de cette activité, un premier draft amendé et adopté par toutes les parties prenantes a été produit.

1.1.5. La Revue documentaire approfondie

La revue documentaire a permis d'avoir un aperçu plus détaillé de la situation des droits de l'homme dans notre pays et son niveau de réalisation.

1.1.6. L'étude des recommandations des organes de supervision institués par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme (mécanisme de l'Examen Périodique Universel).

En ratifiant les instruments internationaux ou en y adhérant, la RDC s'est engagée à mettre en œuvre, respecter et protéger les droits proclamés dans lesdits instruments.

Elle s'est également engagée à présenter devant les organes de surveillance de ces instruments, les efforts qu'elle entreprend pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

C'est dans ce cadre que la CNDH a participé à l'atelier organisé par le BCNUDH dans le Kongo central pour l'élaboration du plan d'action intégré de mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel, des Organes des Traités et des Procédures Spéciales formulées à la RDC.

Outre les recommandations, cet atelier avait permis aussi de faire l'inventaire des rapports que notre pays n'avait pas encore élaboré et transmis aux organes de traités.

Le rapport de cet atelier avait été exploité aux fins de l'élaboration du présent plan stratégique.

II. CONTEXTES

2.1. Contexte général

2.1.1. Contexte géographique¹

La République Démocratique du Congo (RDC) est un vaste territoire étatique situé au cœur de l'Afrique. Avec une superficie de 2.345.410 km² s'étendant de 5°30' de latitude nord à 13°50' de latitude sud et de 12°15' à 31°15' de longitude, elle est comptée parmi les géants d'Afrique. Après le récent éclatement du Soudan en deux pays, la RDC se présente désormais comme le 2^{ème} plus grand pays africain au point de vue de la superficie territoriale, juste après l'Algérie.

Elle est traversée par deux fuseaux horaires, avec ainsi un décalage d'une heure entre la partie Est et la partie Ouest. La ville de Kinshasa, située au bord du fleuve Congo, est sa capitale.

La RDC partage 9.165 Km de frontière commune avec 9 pays voisins, ce qui constitue un atout considérable sur plusieurs plans, dont celui des investissements. Le pays est, en effet, bordé au Nord, par la République Centrafricaine et le Soudan du Sud, au Sud, par la Zambie et l'Angola, à l'Est, par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie et à l'Ouest, par la République du Congo.

Son relief est diversifié. Au centre, se trouve une cuvette couverte par une forêt dense avec de nombreuses étendues marécageuses autour de laquelle s'étalent une série de plateaux étagés dans la partie Est et Ouest du pays.

Le climat est chaud et humide sur la majeure partie de son territoire.

Quant à l'hydrographie, elle est essentiellement constituée du bassin du fleuve Congo long de 4 700 km. Il traverse le pays d'Est en Ouest avant de se jeter dans l'océan Atlantique. Alimenté par des rivières situées de part et d'autre de l'Équateur, le fleuve Congo a un débit régulier et offre, avec ses affluents pour la plupart navigables, d'énormes possibilités pour le transport fluvial.

Le sous-sol et le sol offrent des potentialités minières et agricoles importantes et variées.

Concernant les voies de communication, l'état des routes est défectueux, la voie ferrée insuffisante, la navigation fluviale et lacustre difficile. Par conséquent le transport aérien reste la voie qui permet de relier facilement les grands centres urbains du pays, bien qu'elle ne soit accessible à tous à cause de son coût élevé.

La RDC dispose d'une étroite ouverture maritime (le littoral atlantique), une bande côtière d'environ 40km.

¹ Voir plus de détails le site internet de l'ANAPI de la République Démocratique du Congo. Visiter le site internet suivant : <http://www.investindrc.cd/fr/spip.php?article294>

2.1.2. Contexte démographique²

Avec un taux de croissance annuel moyen de 3,1%, alimenté par un taux de fécondité de 6,30, la population congolaise pourrait doubler dans les 25 prochaines années, passant de 77,3 millions à près de 132 millions. La pyramide des âges montre que près de 70% de celle-ci sont constitués des jeunes, dont plus de 80% sont sans emploi. Cette croissance démographique va de pair avec l'urbanisation et le développement des bidonvilles dans les zones périurbaines. Plus de 40% de la population congolaise vit dans les villes et ce nombre pourrait atteindre 60% dans les 20 prochaines années ; ce qui pose des défis énormes de planification urbaine et de gestion des flux migratoires et de création d'opportunités pour les jeunes.

La RDC est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne avec une population estimée à 77,8 millions d'habitants, avec une densité de 32 habitants au kilomètre carré. Cependant, la capitale, ville de Kinshasa se caractérise par une très forte densité avec 577 hab. /Km.

2.1.3. Contexte économique

La RDC est un pays riche en ressources naturelles. Malgré l'importance de ses ressources naturelles et sa position géostratégique propices aux gains de l'intégration régionale, elle n'a pas encore réussi à mettre en œuvre une dynamique de développement lui permettant de réaliser les transformations décisives et durables des conditions de vie de sa population et de son économie. L'étendue de ses richesses contraste en effet avec l'ampleur de la pauvreté et le faible niveau de développement humain de sa population.

Dans le Rapport mondial de développement humain 2016, la RDC est positionnée à la 176^{ème} place sur 188 pays classés, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,435. Ce niveau, bien qu'en progression depuis près de 15 ans, reste néanmoins très en deçà de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne (0,523) et des pays à développement humain faible (0,497).

Son indice de la pauvreté multidimensionnel (IPM), qui mesure l'intensité des privations des ménages dans les domaines de la santé reproductive, de l'éducation et du statut économique, demeure élevé (50,8%), par rapport à la moyenne des pays subsahariens. L'incidence de la pauvreté monétaire (63%) se situe aussi à un niveau supérieur à la moyenne sous régionale (44%). Aussi, même si les taux brut et net de scolarisation dans le primaire affichent de bonnes progressions respectivement de 107% et 83,1%, le taux d'achèvement du primaire n'excède guère les 20%. Par ailleurs, le taux de mortalité infantile reste très élevé à 74,5 pour 1000 naissances.

L'économie est agricole et aussi tournée vers l'exploitation minière.

²Rapport PNUD 2016.

2.1.4. Contexte socioculturel

La population congolaise est chrétienne à plus de 90 pourcent. Les principales confessions religieuses sont : l'église catholique, l'église du Christ au Congo, l'église de Jésus Christ sur la terre par son envoyé spécial Simon Kimbangu, la Communauté islamique en RDC, l'église orthodoxe, les églises indépendantes, les églises de réveil et l'Armée du Salut.

La RDC se caractérise aussi par une grande diversité culturelle et linguistique. Le pays compte quelques 40 ethnies et plus de 400 tribus qu'on peut catégoriser en quatre (4) principaux groupes à savoir les Bantous (majoritaires), les Nilotiques, les Soudanais et les Pygmées.

Quatre langues nationales sont parlées en RDC, à savoir : le Kikongo (à l'Ouest), le Lingala (à Kinshasa et à l'Ouest), le Swahili (à l'Est) et le Tshiluba (au Centre). Le français est la langue officielle de l'administration et de l'enseignement.

Du point de vue social, la position sociale de la femme demeure préoccupante dans le pays à cause, entre autres, des pesanteurs socioculturelles qui demeurent fortement ancrées dans les mentalités et qui relèguent la femme au second plan.

En outre, le chômage touche près d'un cinquième de la population avec une pression double sur la ville province de Kinshasa où près de 40% de la population active est sans emploi.³

Le système éducatif au Congo est essentiellement financé par les parents. Le taux de scolarisation est de 76% en milieu urbain et de 48 % en milieu rural (Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés).⁴

Une proportion relativement importante de la population n'a aucun niveau d'instruction (15% de femmes et 4% d'hommes). La proportion des femmes analphabètes est plus de trois fois plus élevée que celles des hommes du même groupe d'âges (36% contre 11%).

Les Nations Unies estiment à environ 2,3 millions le nombre de personnes déplacées et de réfugiés en RDC et à 323 000 le nombre de Congolais résidant dans des camps de réfugiés en dehors du pays. L'urgence humanitaire est toujours

³Revue des dépenses publiques/Banque mondiale, 2014.

⁴EADE-RDC Unicef 2012).

d'actualité dans les zones les plus instables de la RDC. Elevée il y a quelques années, la prévalence des violences sexuelles est en baisse.

2.1.5. Contextes politique et administratif

Aux termes des articles 1^{er} et 2 de la Constitution du 18 février 2006, la République Démocratique du Congo est un Etat de droit, indépendant, souverain, uni et indivisible, social, démocratique et laïc. Elle est composée de la ville de Kinshasa et de 25 provinces dotées de la personnalité juridique dont le Bas-Uele, l'Equateur, le Haut-Lomami, le Haut-Katanga, le Haut-Uélé, l'Ituri, le Kasai Oriental, le Kongo central, le Kwango, le Kwilu, le Lomami, le Lualaba, le Kasai Central, le Mai-Ndombe, le Maniema, la Mongala, le Nord-Kivu, le Nord-Ubangi, le Sankuru, le Sud-Kivu, le Sud-Ubangi, le Tanganyika, la Tshopo et la Tshuapa. Elle compte 96 villes, 146 territoires, 471 secteurs, 261 chefferies, 337 communes urbaines, 267 communes rurales et 5397 groupements

Sa forme d'organisation territoriale, politique et administrative élève les provinces au rang d'entités politiques et administratives dotées du pouvoir exécutif, législatif et de l'autonomie de gestion. La répartition des compétences entre le pouvoir central et les provinces est fixée par les articles 202, 203 et 204 de la Constitution.

Les premières élections démocratiques organisées en 2006 (présidentielle, législatives, provinciales et sénatoriales) ont permis la mise en place des institutions de l'Etat, aussi bien au niveau central (Président, Parlement et Gouvernement) qu'au niveau provincial (assemblées et exécutifs provinciaux).

En 2011, seules les élections présidentielle et législatives ont été organisées ; ce qui a fait que les assemblées provinciales et le sénat n'ont pas été renouvelés et sont largement en dépassement de mandat.

Confronté à la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est, le Président de la République a convoqué en septembre 2013 des « concertations nationales » ouvertes aux différentes forces politiques. Un nouveau gouvernement « de cohésion nationale » a été formé le 7 décembre 2014, puis remanié en octobre 2015.

Un nouveau cycle électoral va s'ouvrir en RDC, devant aboutir, selon la constitution congolaise, aux élections présidentielles et législatives (nationales et provinciales) à la fin de l'année 2016.

Les élections municipales, locales et provinciales, qui devaient inaugurer le nouveau cycle électoral en 2011, ont été reportées. L'ensemble du processus électoral est de ce fait retardé et la date des élections présidentielle et législatives qui devaient avoir lieu en novembre 2016, n'est pas encore confirmé.

À cet égard, le Président de la République a, par Ordonnance n°15/084 du 28 novembre 2015, appelé à un dialogue politique national sur les priorités suivantes : l'établissement d'un fichier électoral fiable et inclusif, la révision du

calendrier électoral, la sécurisation du processus électoral, le financement des élections et le rôle des partenaires internationaux.

L'objectif de ce dialogue est d'aboutir à un consensus sur ces questions afin de préparer les prochaines élections.

2.1.6. Situation sécuritaire

D'un point de vue sécuritaire, en 2015, la situation s'améliore mais reste tendue, en particulier dans les provinces de l'Est. Les efforts de paix et de relance économique se font dans un contexte social difficile.

L'Est de la RDC reste déstabilisé par l'action de groupes armés, notamment les forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), qui comptent dans leurs rangs certains présumés responsables du génocide rwandais de 1994 ; les ADF-Nalu, rebelles islamistes originaires de l'Ouganda et auteurs présumés de nombreuses attaques dans le Nord-Kivu (plus de 500 morts depuis octobre 2014) ; et les « maï-maï », groupes armés locaux d'autodéfense constitués au plus fort des hostilités de 1999-2002.

La menace permanente d'un nouveau conflit dans la région des Grands Lacs a conduit la communauté internationale à se mobiliser en vue d'une solution politique durable.

L'accord-cadre régional proposé par le Secrétaire général des Nations Unies a été signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba entre onze Etats de la région, en présence de quatre garants : les Nations Unies, l'Union africaine, la SADC et la Conférence internationale de la région des Grands Lacs. L'accord engage les autorités de la RDC à réformer leurs forces de sécurité afin de réaffirmer l'autorité de l'Etat à l'Est du pays, outre d'autres réformes de fond à conduire. De leur côté, les pays de la région s'engagent à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de leurs voisins, et notamment « à ne pas tolérer ni porter assistance ou soutien à aucune forme de groupe armé ».

2.1.7. Système judiciaire

La Constitution de la RDC, en son article 150 affirme que le pouvoir judiciaire est le garant des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens. Ce Pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Il est dévolu aux cours et tribunaux (article 149).⁵

S'agissant de l'organisation et de la compétence des cours et tribunaux, la constitution du 18 février 2006 a opéré une grande réforme en créant une Cour constitutionnelle et deux ordres distincts de juridictions : un ordre de juridictions judiciaires et un ordre de juridictions administratives. †

⁵ Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006

La Cour constitutionnelle, déjà opérationnelle, juge de la constitutionnalité des lois, des actes ayant force de loi et des règlements, statue notamment en matière de contentieux électoral et en matière pénale pour le Chef de l'Etat et le Premier ministre.

L'ordre de juridictions judiciaires comprend les cours et tribunaux civils et militaires. Il a à sa tête la Cour de cassation. En attendant l'installation de cette dernière, sa compétence est exercée par la Cour suprême de justice. L'ordre des juridictions judiciaires comprend, par ailleurs, trois types de juridictions spécialisées : les tribunaux de commerce, les tribunaux de travail et les tribunaux pour enfants.

L'ordre de juridictions administratives comprend le Conseil d'Etat et les Cours et tribunaux administratifs. Bien que la loi portant organisation de cet ordre a déjà été adoptée et promulguée, ces juridictions ne sont pas encore installées. En attendant, leurs compétences sont exercées par les chambres administratives de juridictions de l'ordre judiciaire.

2.1.8. Droits de l'homme et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

La RDC à l'instar des autres Etats membres des Nations Unies s'était engagée dans un pacte du millénaire appelé Objectif du Millénaire pour le développement, OMD en sigle ayant comme objectif majeur de faire reculer de moitié la pauvreté à l'horizon 2015.

Quinze années après la mise en œuvre de ce pacte, la RDC vient de souscrire avec d'autres Etats membres de l'ONU en Septembre 2015, au nouvel agenda international de développement durable connu sous le label d'Objectifs de Développement Durable (ODD). Cet agenda vise à prôner l'universalité, l'intégration et de ne laisser personne pour compte.

Ayant la noble mission d'en finir avec la pauvreté, la faim, les discriminations, les inégalités et les dégradations environnementales,⁶ ce nouveau programme de développement cadre parfaitement avec la mission de la CNDH, celle d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme.

Les priorités nationales retenues dans le cadre du programme de développement à l'horizon 2030 par la RDC⁷ se présentent comme suit :

En ce qui concerne le développement du capital humain :

- En matière d'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes (ODD1), le pays entend complètement éliminer l'extrême pauvreté et réduire au moins de moitié l'incidence nationale de la pauvreté ;
- Pour l'élimination de la faim et de la malnutrition (ODD 2), l'objectif est d'éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition ;

⁶Les Objectifs de Développement Durable du 25 septembre 2015

⁷Rapport sur la contextualisation et priorisation des ODD en RDC d'octobre 2016

- Dans le domaine de la santé et du bien-être (ODD 3), réduire significativement la mortalité maternelle en passant le taux en dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes, réduire drastiquement le taux de mortalité néonatale à 12 pour 1000 naissances vivantes et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1.000 naissances vivantes, et mettre fin à l'épidémie, au paludisme et autres maladies négligées dont l'objectif est à atteindre ;
- Pour ce qui est du secteur de l'éducation (ODD 4), le pays vise à assurer un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire à tous les enfants, à augmenter considérablement le nombre de jeunes et adultes compétents dans les domaines techniques et professionnelles, et à garantir l'égalité dans l'accès à tous les sexes et groupes sociaux (vulnérables, etc.) ;
- En matière du genre (ODD 5), le pays veut éliminer de la vie tant publique que privée toutes les formes de violences faites à la femme et à garantir à celle-ci la participation effective à tous les niveaux de décision ;
- En matière d'accès aux services sociaux de base (ODD 6), l'objectif est d'assurer de manière équitable l'accès de toute la population à l'eau potable, à un coût abordable et au service d'assainissement et d'hygiène adéquats.

Pour promouvoir la croissance forte, inclusive et durable en phase avec le programme du développement 2030, les priorités identifiées sont :

- En matière d'accès à l'énergie (ODD 7), le pays s'est assigné de garantir l'accès de toute la population à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.
- Pour promouvoir une croissance économique soutenue et le plein emploi (ODD 8), l'ambition est de maintenir un taux croissance économique d'au moins 7% par an, parvenir au plein emploi des capacités productives et garantir un travail décent à tous et, mettre en œuvre des politiques de promotion du tourisme durable pour créer des emplois et mettre en valeurs les cultures et produits locaux.
- Dans le domaine des infrastructures et de l'industrialisation (ODD 9), le pays entend mettre en place une infrastructure nationale et transfrontalière de qualité, fiable, durable, résiliente et universellement accessible et promouvoir une industrialisation à forte valeur ajoutée qui profite à tous.
- La politique de réduction des inégalités (ODD 10) passe par l'amélioration progressive et rapide des revenus des 40% des populations les plus pauvres ainsi que l'autonomisation de toutes les personnes et leur intégration sociale, économique et politique.
- Pour promouvoir les villes et communautés durables (ODD 11), le pays vise à assurer l'accès de toute la population aux logements et services de base adéquats et sûrs, aux systèmes de transports viables et accessibles et réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant.

En matière de protection de l'environnement et développement durable le pays s'est assigné comme priorités :

- Dans le cadre de la promotion de la consommation et production responsables, assurer une gestion durable et une utilisation rationnelle des

ressources naturelles, réduire considérablement la production des déchets et promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics.

- Pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, le pays entend incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans ses politiques, stratégies et planification tant nationale que locales.
- Pour conserver et exploiter de manière soutenable les ressources marines, le pays s'engage à préserver et réduire nettement la pollution marine de tout type ainsi qu'à réglementer efficacement la pêche.
- Afin de préserver les écosystèmes terrestres, l'option levée est de garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêts et intégrer la protection des écosystèmes et la biodiversité dans la planification nationale.

Pour promouvoir et renforcer la bonne gouvernance sous toutes ses formes, les priorités du pays visent notamment :

- Promouvoir l'Etat de droit et donner à tous l'accès à la justice dans les conditions d'égalité, mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux et enfin, réduire toutes les formes de violences.

2.2. Contexte des droits de l'homme

2.2.1. Contexte mondial des droits de l'homme

Les droits de l'homme constituent aujourd'hui une grande préoccupation tant des communautés internationales que nationales. En effet, la communauté internationale a résolu de faire de la promotion et de la protection des droits de l'homme une cause universelle allant jusqu'à en faire un critère d'appréciation des politiques et de financement des projets de développement dans les pays en développement.

Par ailleurs, la Déclaration Universelle des Droits de l'homme DUDH adoptée, le 10 décembre 1948, reste un des fondements de la lutte pour la protection et la promotion des droits de l'homme.

Les droits proclamés dans cette déclaration ont été, par la suite, repris et mieux définis dans des instruments juridiques internationaux contraignants (des traités) qui prévoient des mécanismes de protection des droits y proclamés réaffirmant l'engagement de l'ONU en faveur des droits de l'homme.

En effet, ces instruments internationaux poursuivent, généralement, un double objectif : proclamer les droits que les Etats s'engagent à respecter et à garantir, d'une part et, de l'autre, instituer des mécanismes de supervision internationale du respect des obligations contractées par les Etats parties auxdits instruments. Ces mécanismes dits conventionnels sont constitués des mécanismes des rapports périodiques, mécanisme de communications interétatiques, mécanisme de communications individuelles, mécanisme d'enquête).

En plus de ces mécanismes conventionnels, l'ONU en dispose d'autres, fondés uniquement sur sa charte, dits mécanismes non conventionnels qui lui permettent de superviser le respect des droits de l'homme par l'ensemble de ses Etats membres. Ces mécanismes ont été institués par la Commission des droits de l'homme, créée en 1946, et le Conseil des droits de l'homme qui a remplacé ladite commission en 2006. Il s'agit du mécanisme de l'Examen Périodique Universel (EPU, créé par le Conseil des droits de l'homme et des mécanismes spéciaux thématiques et géographiques (rapporteurs spéciaux, groupes de travail, experts indépendants), créés par l'ancienne Commission des droits de l'homme, mais reconduits par le Conseil des droits de l'homme. Les mécanismes fondés sur la Charte de l'ONU opèrent à l'égard de tous les Etats membres qu'ils aient ou pas accepté les instruments relatifs aux droits de l'homme.

Au regard de tous ces mécanismes, un dialogue intense a été instauré entre les responsables de nombreux pays et les Nations Unies en vue d'une application effective des instruments ratifiés par leurs pays. En dehors de l'ONU, trois autres organisations internationales à vocation universelle ont institué des mécanismes propres de promotion et de protection des droits de l'homme à savoir : l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) et l'Union Interparlementaire (UIP).

Parallèlement, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), constituent de groupes de pression pour le respect des droits de l'homme à travers le monde.

En outre, la Cour pénale internationale instituée par le Statut de Rome et installée à la Haye, sanctionne dans un cadre international permanent, le génocide, le crime contre l'humanité, les crimes de guerre et l'agression.

Cet important arsenal juridique international a, sans nul doute, une influence sur le développement des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme et contribue par ailleurs, à l'amélioration du niveau de protection et de réalisation des droits de l'homme dans plusieurs pays. Cependant, la situation des droits de l'homme reste disparate d'un pays à un autre, d'une région à une autre et d'un continent à un autre et les violations de ces droits continuent à être observées à moindre degré dans les pays développés plutôt que dans les pays en voie de développement.

En même temps qu'elle assure la promotion et la protection des droits de l'homme par la proclamation des droits et l'institution des mécanismes de supervision internationale, l'ONU encourage les Etats de se doter de mécanismes internes de promotion et de protection des droits de l'homme par la création par ses membres des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, indépendantes des gouvernements pour la réalisation effective desdits droits.

A ce jour, l'effort d'encadrement de la création et du fonctionnement des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH) a donné lieu à l'adoption des deux instruments. Le premier, dénommé « Principes directeurs concernant la structure et le fonctionnement des institutions nationales des droits de l'homme » a été adopté lors d'un séminaire sur les INDH organisé en septembre 1978 à Genève. Cet instrument a

été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 33/46 du 23 novembre 1979. Le deuxième instrument est intitulé « Principes relatifs au statut et au fonctionnement des institutions de promotion et de protection des droits de l'homme » dits « Principes de Paris ». Il a été adopté lors de la première rencontre des INDH à Paris, en octobre 1991. Ces principes contiennent des recommandations aux Etats au sujet des questions ci-après :

- La compétence et les attributions des INDH ;
- La composition et les garanties d'indépendance et de pluralisme ;
- Les modalités de fonctionnement.

2.2.2. Contexte africain des droits de l'homme

L'instrument fondateur du système régional africain des droits de l'homme est la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples (CADHP) adoptée le 27 juin 1981. A ce jour, cette charte a été ratifiée par la totalité des Etats africains, à l'exception du Soudan du Sud.

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples proclame non seulement les droits de l'homme, mais encore les droits des peuples et les devoirs de l'individu. Elle institue un mécanisme de sauvegarde : la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples qui a compétence pour examiner les rapports des Etats, les communications interétatiques et les communications individuelles.

Cette Commission a été renforcée par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples créée par l'adoption du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant institution d'une Cour africaine des droits de l'homme.

Cette Cour africaine des droits de l'homme et des peuples peut véritablement sanctionner la violation par les Etats desdits droits en rendant des décisions contraignantes (arrêts) et exécutoires. A cet effet, la Cour peut être saisie par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, les Etats, les organisations intergouvernementales africaines, les ONGs et les individus. Toutefois, les requêtes émanant des ONGs et des individus ne peuvent être reçues que si l'Etat mis en cause en a, préalablement, fait une déclaration acceptant la compétence de la Cour pour recevoir lesdites requêtes.

Il est à noter toutefois, que depuis le 1^{er} juillet 2008, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et la Cour de justice de l'Union africaine ont été fusionnées en une seule Cour : la Cour africaine de justice et des droits de l'homme créée par l'adoption à Sharm El-Sheik (Egypte), du Protocole portant statut de cette dernière qui comprend deux sections : la Section des questions générales et la Section des droits de l'homme.

A côté de ces mécanismes, certains instruments importants ont été adoptés dont la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant qui proclame les droits

reconnus à l'enfant, fixe ses responsabilités et institue un organe de supervision : le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant ; la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adopté le 30 janvier 2007, entrée en vigueur le 15 février 2012 qui dispose clairement que les Etats parties considèrent la participation populaire par le biais du suffrage universel comme un droit inaliénable des peuples ; le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits des femmes en Afrique, entré en vigueur le 25 novembre 2008, qui renforce la promotion et la protection des droits de la femme.

D'une manière plus concrète, la situation des droits de l'homme reste préoccupante dans de nombreux pays africains. Les conflits armés, les violences ethniques ou tribales, le sous-développement, l'extrême pauvreté, la corruption généralisée, la mauvaise gouvernance, l'absence de démocratie etc..., sont des facteurs qui expliquent le bas niveau de réalisation des droits de l'homme en Afrique.

Les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme des Etats africains, réunies au sein du Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (RINADH), s'emploient à relever ce défi.

III. DIAGNOSTIC SUR LES DROITS DE L'HOMME EN RDC

3.1. Cadre normatif et institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme en RDC

3.1.1. Cadre normatif

Depuis son accession à l'indépendance, le 30 juin 1960, la République Démocratique du Congo a choisi de constitutionnaliser la protection des droits de l'homme. C'est ainsi que toutes ses constitutions proclament les droits de l'homme. En outre, la RDC compte un grand nombre de lois qui aménagent l'exercice des droits proclamés.

3.1.1.1. La Constitution de la République

Dans la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée en 2011 en vigueur, les droits de l'homme sont proclamés au titre II intitulé : *Des droits humains, des libertés fondamentales et des devoirs du citoyen et de l'Etat*. Ce titre compte 66 articles dont 50 sont exclusivement consacrés à la proclamation des droits de l'homme. Il s'agit là de la plus riche proclamation des droits jamais connue depuis l'indépendance de la RDC, qui reprend la quasi-totalité des droits proclamés par les instruments internationaux : les droits civils et politiques (articles 11 à 33), droits économiques, sociaux et culturels (articles 34 à 49) et les droits collectifs (articles 50 à 60).

L'article 61 de la constitution institue un noyau dur des droits de l'homme dans une stricte conformité avec l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Sont ainsi cités comme droits non-dérogeables, même en cas de

survenance d'une circonstance exceptionnelle : le droit à la vie, l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'interdiction de l'esclavage et de la servitude, le principe de la légalité des infractions et des peines, la défense et le droit de recours, l'interdiction de l'emprisonnement pour dette, la liberté de pensée, de conscience et de religion.

3.1.1.2. Autres lois de la République

En dehors de la Constitution, il existe, en RDC, un grand nombre de lois qui aménagent l'exercice des droits proclamés. Il s'agit notamment de : Code de procédure pénale, Code du travail, Code de la famille, la loi sur la liberté de la presse, la loi portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, la loi sur les partis politiques, la loi portant criminalisation de la torture, la loi portant protection de l'enfant, la loi sur les violences sexuelles, la loi relative à la protection des personnes vivant avec le VIH/Sida, la loi portant mise en œuvre des droits de la femme et de la parité, la loi électorale, lois de mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, la loi organique portant institution, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme.

3.1.2. Cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme

Le cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme est constitué des institutions de la République dont le Président de la République, le Parlement, le Gouvernement au travers certains ministères et le pouvoir judiciaire ainsi que les institutions d'appui à la démocratie dont la Commission Nationale des Droits de l'Homme.

3.1.2.1. Le Président de la République ⁸

Le Président de la République, Chef de l'Etat a plusieurs attributions qui influent sur la promotion et la protection des droits de l'homme. En effet, Il veille au respect de la Constitution qui du reste est fédérateur des droits garantis des citoyens.

En outre, il assure par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et des institutions ainsi que de la continuité de l'Etat et il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la souveraineté nationale et du respect des traités et accords internationaux.

Il intervient aussi en matière législative par la promulgation des lois dans les conditions prévues par la Constitution et statue par voie d'ordonnance.

Enfin, sur le plan de la justice, il est le Magistrat suprême, il exerce le droit de grâce et peut remettre, commuer ou réduire les peines. 

⁸ Constitution articles 69, 79, 87

3.1.2.2. Le Parlement

Composé de deux chambres, l'Assemblée Nationale et le Sénat, le Parlement vote les lois qui constituent le cadre normatif de promotion et de protection des droits de l'homme.

Il contrôle le Gouvernement, les entreprises publiques ainsi que les établissements et les services publics : ce qui est une attribution importante en cas de violations des droits de l'homme par les institutions publiques.

Il vote le budget à allouer à chaque secteur de la vie nationale, lequel budget constitue un indicateur important dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

3.1.2.3. Le Gouvernement

A côté du Ministère de la justice on retrouve le Ministère des droits humains comme mécanismes gouvernementaux ayant en charge la promotion et la protection des droits de l'homme.

Toutefois, il y a d'autres ministères qui comprennent, chacun, un ou plusieurs services spécialisés en charge des questions particulières des droits de l'homme notamment, le Ministère de l'éducation, le Ministère du travail et de la prévoyance sociale, le Ministère du genre et enfant, le Ministère de l'environnement, le Ministère de la santé publique et autres.

Par ailleurs, au sein du Ministère de la justice et de garde des sceaux il existe deux services appelés à jouer un rôle important dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Il s'agit du Comité interministériel des droits de l'homme chargé de préparer les rapports que la RDC doit présenter aux organes des traités internationaux de supervision et la Cellule de protection des défenseurs des droits de l'homme.

En outre, il a été créé, au niveau du Gouvernement congolais, l'Entité de liaison des droits de l'homme qui est un cadre interinstitutionnel d'échanges entre les acteurs étatiques et les organisations non gouvernementales des droits de l'homme ainsi que les partenaires internationaux œuvrant dans le secteur.

3.1.2.4. Les cours et tribunaux

Aux termes de l'article 150 de la Constitution, le pouvoir judiciaire est le garant des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens. Ce pouvoir est dévolu aux cours et tribunaux. Ceux-ci comprennent la Cour constitutionnelle, les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif.

3.1.2.5. La Commission Nationale des Droits de l'Homme

La Commission Nationale des Droits de l'Homme de la République Démocratique du Congo a été créée, par la Loi organique n°13/011 du 21 mars 2013, conformément à sa Constitution qui prévoit à son article 222, alinéa 3, la possibilité de créer une institution d'appui à la démocratie.

Cette institution a fait son apparition sur les cendres de l'Observatoire National des Droits de l'Homme qui a fonctionné pendant la transition (2003-2006). Elle est la matérialisation de l'attachement du peuple congolais et de ses dirigeants au respect des droits de l'homme et aux libertés fondamentales en tant que piliers d'un Etat de droit démocratique.

Aux termes de la loi sus évoquée, la CNDH est un organisme technique et consultatif, indépendant, pluraliste, apolitique, doté d'une personnalité juridique et émergeant au budget de l'Etat.

La CNDH est la troisième institution d'appui à la démocratie que compte la République Démocratique du Congo, aux côtés de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et du Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication (CSAC). N'ayant pas été instituée par la Constitution, comme les deux autres, la CNDH est venue à la vie publique par voie législative comme cela est dit plus haut.

Pour multiples raisons, la mise en place de la CNDH a été un processus laborieux. En effet, alors que la loi organique portant institution, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme date du 21 mars 2013, sa mise place est intervenue deux années plus tard, soit le 1^{er} avril 2015 par l'entérinement de ses neuf membres conformément à la Résolution N°/Réf. : RDC/AN/CP/AM/JPL/MNT/04/671/2015 de l'Assemblée nationale et leur investiture par l'ordonnance N°15/023 DU 04 AVRIL 2015 du Chef de l'Etat intervenue le 4 avril de la même année. Et ces membres sont effectivement entrés en fonction le 23 juillet 2015 après leur prestation de serment devant la Cour constitutionnelle.

a) Organisation de la CNDH

La CNDH a été constituée dans le strict respect des Principes de Paris qui régissent la création, la composition et le fonctionnement des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH).

Conformément auxdits principes, les neuf membres qui la composent sont tous issus des organisations de la société civile congolaise dont les : organisations non gouvernementales des droits de l'homme (un membre), ordres professionnels (un membre), syndicats (un membre), universités (un membre), confessions religieuses (deux membres), organisations des personnes avec handicap (un membre), organisations des droits spécifiques de la femme (un membre) et les organisations des personnes vivant avec le VIH/Sida (un membre).

Aux termes de l'article 8 de la loi qui l'institut, la CNDH-RDC comprend les organes ci-après :

- L'Assemblée plénière ;
- Le Bureau
- Les Sous-commissions permanentes.

L'Assemblée plénière comprend l'ensemble des membres de la Commission. Elle est l'organe de conception, d'orientation, de décision et de contrôle de la Commission.

Le Bureau est l'organe de gestion et de coordination et est composé de quatre membres :

- Un Président ;
- Un Vice-président ;
- Un Rapporteur ;
- Un Rapporteur-adjoint.

Les Sous-commissions permanentes sont des organes techniques chargés de traiter des questions spécifiques ayant trait à la mission de la Commission. Elles sont au nombre de cinq :

- La Sous-commission des droits civils et politiques ;
- La Sous-commission des droits sociaux, économiques et culturels ;
- La Sous-commission des droits collectifs ;
- La Sous-commission des droits de la femme et de l'enfant ;
- La Sous-commission des droits des personnes avec handicap et autres personnes vulnérables dont les personnes vivant avec le VIH/Sida et les personnes du troisième âge.

Selon son règlement intérieur, la CNDH dispose, par ailleurs, d'un Secrétariat technique chargé des questions administratives, juridiques et financières qui est dirigé par un Secrétaire technique assisté des trois adjoints chargés respectivement des questions administratives, juridiques et financières.

La Commission a un Bureau de représentation au chef-lieu de chaque province et une antenne dans chaque ville et chef-lieu de territoire.

Chaque Bureau de Représentation Provinciale de la CNDH est dirigé par un Coordonnateur, assisté de trois adjoints chargés respectivement des questions administratives, techniques et financières.

Chaque Antenne est dirigée par un Chef d'antenne assisté de trois adjoints chargés respectivement des questions administratives, techniques et financières.

b) Mission de la CNDH

La CNDH, organisme technique et consultatif, a pour mission, de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Elle veille au respect des droits de l'homme et des mécanismes de garantie des libertés fondamentales.

Elle exerce son action à l'égard de toutes les personnes physiques ou morales se trouvant sur le territoire congolais et des congolais se trouvant à l'étranger.

c) Attributions de la CNDH-RDC

La loi instituant la CNDH donne à cette dernière plusieurs attributions qui lui permettent de remplir sa mission. Aux termes de l'article 6, elle a pour attributions de :

- Enquêter sur tous les cas de violations des droits de l'Homme ;
- Orienter les plaignants et victimes et les aider à ester en justice sur toutes les violations avérées des droits de l'Homme ;

- Procéder à des visites périodiques des centres pénitentiaires et de détention sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo ;
- Veiller au respect des droits de la femme et de l'enfant ;
- Veiller au respect des droits des personnes avec handicap ;
- Veiller au respect des droits des personnes de troisième âge, des personnes vivant avec VIH/Sida, des prisonniers, des réfugiés, des déplacés de guerre, des personnes victimes des calamités de tout genre et des autres groupes vulnérables ;
- Faire connaître aux citoyens leurs droits fondamentaux ;
- Concourir à la promotion de l'éducation civique et de la culture des droits de l'homme pour une meilleure conscience citoyenne ;
- Renforcer les capacités d'intervention des associations de défense des droits de l'homme ;
- Veiller à l'application des normes juridiques nationales et des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo ;
- Régler certains cas de violation des droits de l'Homme par la conciliation ;
- Formuler des recommandations pour la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'Homme ;
- Promouvoir et veiller à l'harmonisation de la législation, des règlements et des pratiques nationaux avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo ;
- Dresser des rapports sur l'état de l'application des normes nationales et des instruments juridiques internationaux en matière des droits de l'Homme ;
- Contribuer à la préparation des rapports que la République Démocratique du Congo présente devant les organisations internationales, en application de ses obligations conventionnelles dans le domaine des droits de l'Homme ;
- Examiner la législation interne relative aux droits de l'homme et faire des recommandations pour son ordonnancement législatif ;
- Formuler des suggestions susceptibles de susciter le sens des devoirs indispensables à la promotion collective des droits de l'Homme ;
- Émettre des avis et faire des propositions au Parlement, au Gouvernement et aux autres institutions concernant les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'Homme ainsi qu'au droit international humanitaire et à l'action humanitaire ;
- Développer des réseaux et des relations de coopération avec les institutions de la République, les organisations locales, nationales et internationales poursuivant les mêmes objectifs ;
- Exercer toute autre attribution ou activité rentrant dans le cadre de sa mission.

d) Vision de la CNDH

La CNDH a pour vision de rayonner comme institution véritablement à l'avant-garde des efforts vers le respect des obligations internationales de la République Démocratique du Congo en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés publiques en vue d'une société congolaise dans laquelle la population vit dans la paix et la dignité.

Procéder à des visites périodiques des centres pénitentiaires et de détention sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo ;

- Veiller au respect des droits de la femme et de l'enfant ;
- Veiller au respect des droits des personnes avec handicap ;
- Veiller au respect des droits des personnes de troisième âge, des personnes vivant avec VIH/Sida, des prisonniers, des réfugiés, des déplacés de guerre, des personnes victimes des calamités de tout genre et des autres groupes vulnérables ;
- Faire connaître aux citoyens leurs droits fondamentaux ;
- Concourir à la promotion de l'éducation civique et de la culture des droits de l'homme pour une meilleure conscience citoyenne ;
- Renforcer les capacités d'intervention des associations de défense des droits de l'homme ;
- Veiller à l'application des normes juridiques nationales et des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo ;
- Régler certains cas de violation des droits de l'Homme par la conciliation ;
- Formuler des recommandations pour la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'Homme ;
- Promouvoir et veiller à l'harmonisation de la législation, des règlements et des pratiques nationaux avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo ;
- Dresser des rapports sur l'état de l'application des normes nationales et des instruments juridiques internationaux en matière des droits de l'Homme ;
- Contribuer à la préparation des rapports que la République Démocratique du Congo présente devant les organisations internationales, en application de ses obligations conventionnelles dans le domaine des droits de l'Homme ;
- Examiner la législation interne relative aux droits de l'homme et faire des recommandations pour son ordonnancement législatif ;
- Formuler des suggestions susceptibles de susciter le sens des devoirs indispensables à la promotion collective des droits de l'Homme ;
- Émettre des avis et faire des propositions au Parlement, au Gouvernement et aux autres institutions concernant les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'Homme ainsi qu'au droit international humanitaire et à l'action humanitaire ;
- Développer des réseaux et des relations de coopération avec les institutions de la République, les organisations locales, nationales et internationales poursuivant les mêmes objectifs ;
- Exercer toute autre attribution ou activité rentrant dans le cadre de sa mission.

d) Vision de la CNDH

La CNDH a pour vision de rayonner comme institution véritablement à l'avant-garde des efforts vers le respect des obligations internationales de la République Démocratique du Congo en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés publiques en vue d'une société congolaise dans laquelle la population vit dans la paix et la dignité.

Le droit à l'intégrité physique proclamé par la Constitution couvre nécessairement la protection contre la torture, même si le terme "torture" n'est pas repris dans le libellé de l'article susmentionné qui n'interdit que les traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cette assertion est confirmée par l'article 61.2. de la Constitution qui reprend le terme "torture" lorsqu'il insère le droit à l'intégrité physique dans l'énumération des droits non-dérogeables. En effet, dans cette disposition, la Constitution parle de *l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, en parfaite conformité avec le texte de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Par ailleurs, l'Etat congolais a, en date du 9 juillet 2011, adopté une loi n°11/008 portant criminalisation des actes de torture, mettant ainsi fin à une grave omission du Code pénal. En effet, avant cette date, la torture n'était pas réprimée en tant que telle ; elle était considérée uniquement comme circonstance aggravante de l'infraction d'arrestation arbitraire.

Dans la pratique, les dispositions constitutionnelles et légales susmentionnées sont très peu respectées, la torture et autres peines, traitements cruels, inhumains ou dégradants étant monnaie courante.

La torture est généralement pratiquée par les officiers de police judiciaires (OPJ), de la police, de l'armée ainsi que des services de sécurité sur les personnes privées de liberté et/ou faisant l'objet des poursuites judiciaires. Très souvent ces personnes subissent des violences physiques pendant les interrogatoires et dans les lieux de détention.

Les conditions de détention dans les cachots et prisons de la RDC sont à tel point mauvaises que, dans bien de cas, elles répondent à la définition des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

3.2.1.3. Le droit à la liberté et à la sûreté personnelle

Le droit à la liberté et à la sûreté personnelle est proclamé et garanti par plusieurs dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires.

Les dispositions constitutionnelles sont principalement les articles 14, 17 et 18. L'article 17 garantit la liberté de circuler librement, celle d'aller et de venir. Il pose quelques principes/règles qui protègent cette liberté à savoir : (1) la liberté est la règle, la détention est l'exception ; (2) nul ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou condamné pour fait d'autrui ; (3) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif.

Par ailleurs, les trois dispositions précitées proclament des droits dont jouit toute personne arrêtée : droit d'être informé immédiatement de ses droits, droit d'être immédiatement formé des motifs de son arrestation, droit de ne pas être arrêté pour un fait d'autrui, droit à la présomption d'innocence, droit de ne pas être poursuivi ou arrêté pour un fait qui ne constitue pas une infraction, droit de ne pas être arrêté dans un lieu qui n'est pas sous contrôle d'une autorité judiciaire, droit d'entrer immédiatement en contact avec sa famille ou son conseil, droit de ne pas être gardé à

vue plus de 48 heures, droit de bénéficier d'un traitement qui préserve sa vie, sa santé physique et mentale ainsi que sa dignité, droit de ne pas être soumise à la torture ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant, droit de se défendre elle-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix, droit des femmes arrêtées d'être détenues séparément des hommes.

Plusieurs dispositions légales et réglementaires portent application de ces dispositions constitutionnelles. Il s'agit notamment du Code pénal, du Code de procédure pénale, du Code de l'organisation et de la compétence judiciaires, du règlement portant régime pénitentiaire en RDC etc...

En dépit de la clarté des dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires, le droit à la liberté et à la sécurité personnelle est l'un des plus violés en RDC. Les violations les plus fréquentes sont des arrestations illégales et arbitraires, des arrestations pour faits d'autrui, des arrestations pour faits non infractionnels tels que les dettes, le dépassement du délai de la garde à vue, le maintien des personnes arrêtées en isolement, le refus de l'assistance d'un avocat au niveau de l'instruction devant la police judiciaire, le monnayage des visites aux personnes détenues ou arrêtées, des traitements inhumains.

3.2.1.4. Droits à la liberté d'expression, à la liberté d'opinion et à la liberté d'information

Bien que proclamés par des textes différents, les droits à la liberté d'expression, à la liberté d'opinion et à la liberté d'information sont intimement liés les uns aux autres. La constitution les proclame aux articles 23 et 24. L'article 23 dispose : "Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit implique la liberté d'exprimer des opinions ou ses convictions, notamment par la parole, l'écrit, l'image, sous réserve du respect de la loi, l'ordre public et de bonnes mœurs. (...). L'article 24 dispose : "Toute personne a droit à l'information. La liberté de presse, la liberté d'information et d'émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication sont garanties sous réserve du respect de l'ordre public, de bonnes mœurs et des droits d'autrui. La loi fixe les modalités de ces libertés (...).

A voir le nombre des chaînes des radios et des télévisions ainsi que des journaux qui apparaissent et des médias en ligne, ces droits sont plus ou moins respectés.

3.2.1.5. Droits à la liberté de réunions et à la liberté de manifestations

Les droits à la liberté de réunion et de manifestations sont proclamés aux articles 25 et 26 de la Constitution en ces termes : La liberté des réunions pacifiques et sans armes est garantie sous réserve du respect de la loi et de bonnes mœurs (article 25) ; La liberté de manifestation est garantie. Cependant, toute manifestation sur les voies publiques ou en plein air, impose aux organisateurs d'informer par écrit l'autorité administrative compétente. En outre, nul ne peut être contraint à prendre part à une manifestation. La loi en fixe les mesures d'application (article 36)

Si la liberté de réunions sans armes ne pose pas de grandes difficultés, il n'en est pas de même avec la liberté de manifestations sur les voies publiques ou en plein air qui sont parfois tributaires des violences occasionnées soient par les manifestants soient par les agents de maintien de l'ordre. Il est donc impérieux que la loi devant fixer les mesures d'application annoncée à l'article 36 de la constitution soit rapidement adoptée en seconde lecture et promulguée.

3.2.1.6. Droit à un procès équitable

Le droit à un procès équitable fait l'objet de plusieurs dispositions constitutionnelles, notamment les articles 19, 20 et 21.

Ces articles énoncent les droits qui constituent la quintessence du droit à un procès équitable : le droit à ne pas être soustrait ni distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne ; le droit à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable par le juge compétent ; le droit à la défense ; le droit de se défendre soi-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix et ce, à tous les niveaux de la procédure pénale, y compris l'enquête policière et l'instruction pré juridictionnelle ; la publicité des audiences des cours et tribunaux ; l'obligation pour les cours et tribunaux de motiver leurs décisions et de les prononcer en audience publique ; le droit de former un recours contre un jugement.

Ces différents droits sont régulièrement violés : les délais d'instruction pré juridictionnelle sont longs ; les jugements sont rendus au-delà des délais légaux ; les justiciables sont souvent sans assistance au niveau de l'enquête policière ; les magistrats ne travaillent pas toujours en toute indépendance.

3.2.2. Droits économiques, sociaux et culturels

Les droits économiques, sociaux et culturels sont proclamés aux articles 34 à 49 de la Constitution.

De ces droits ceux qui sont les moins assurés sont : le droit au travail et à une rémunération équitable et suffisante, le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit au logement, le droit à l'accès à l'eau et à l'électricité ainsi que le droit à la propriété intellectuelle.

3.2.2.1. Droit au travail et à une rémunération équitable et satisfaisante

Le droit au travail et à une rémunération équitable et satisfaisante est proclamé à l'article 36 de la constitution qui dispose :

Le travail est un droit et devoir sacrés pour chaque congolais.

L'Etat garantit le droit au travail, la protection contre le chômage et une rémunération équitable et satisfaisante assurant au travailleur ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine, complétée par tous les autres moyens de protection sociale, notamment, la pension de retraite et la rente viagère.

Toutefois, contrairement à cette proclamation, selon des estimations les moins pessimistes, plus de 40 pourcent des Congolais en âge de travailler sont au chômage ; ceux qui travaillent reçoivent des rémunérations très faibles ; dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire par exemple, sur 631000 personnes qui enseignent, 468512 sont payés indécemment le reste bien qu'ayant le numéro matricule ne sont pas payés et sont considérés comme des N.P. D'autre part, la pratique des licenciements abusifs est constatée dans le secteur privé et de révocations dans le secteur public

3.2.2.2. Droit à l'éducation

Le droit à l'éducation fait l'objet de l'article 43 de la constitution. Aux termes de cette disposition, "toute personne a droit à l'éducation scolaire. Il y est pourvu par l'enseignement national (alinéa 1er). L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics (alinéa 5).

Le Gouvernement avec l'appui des partenaires fournit des efforts pour la réalisation de ce droit. Toutefois, les défis suivants restent à relever : l'accès de tous les enfants à l'école, l'éradication de la déperdition scolaire, la qualité de l'enseignement, la gratuité de l'enseignement primaire, la poursuite de la construction des écoles, la mécanisation des enseignants suivi de leur paiement, la formation des enseignants ainsi que l'alphabétisation des adultes.


3.2.2.4. Droit à la santé

Le droit à la santé est garanti par l'article 47 de la constitution qui dispose : Le droit à la santé et à la sécurité alimentaire est garanti. La loi fixe les principes fondamentaux et les règles d'orientation de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

A l'instar de beaucoup d'autres droits sociaux, le droit à la santé connaît un niveau de réalisation très faible. En effet, plusieurs personnes n'arrivent pas facilement aux soins de santé à cause de la distance qui les séparent des établissements sanitaires ou à cause de manque de moyens financiers pour payer les soins. Dans certains hôpitaux beaucoup d'âmes périssent à cause de leur état d'indigence lorsque le staff soignant exige au préalable, le paiement de la caution ou le paiement au comptant de chaque service et des médicaments. De nombreuses autres déclarées insolvables, sont retenues à l'hôpital plusieurs jours encore après leur guérison. Il arrive parfois qu'un nouveau-né soit retenu à la maternité plus de trois mois après sa naissance pour non-paiement des frais d'accouchement.

Bref, la RDC n'a pas encore de système de sécurité social comprenant une couverture médicale universelle.

3.2.2.5. Droit à un logement décent, droit d'accès à l'eau et à l'électricité

Si le droit à un logement décent a toujours été repris dans les différents catalogues constitutionnels des droits de l'homme, le texte du 18 février 2006 est le premier qui proclame, de manière spécifique, le droit à l'eau potable et à l'électricité. 

Des défis sont encore à relever dans ce domaine notamment : la construction des logements sociaux, l'électrification du pays tant dans les milieux ruraux qu'urbains, l'accès à l'eau potable.

3.2.3. Droits collectifs

En conformité avec la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la constitution de la RDC proclame quatre droits collectifs : le droit à la paix et à la sécurité (article 52), droit à un environnement sain et propice à l'épanouissement intégral (articles 53 à 57), le droit au développement (article 58) et le droit de jouir du patrimoine commun de l'humanité (article 59).

La paix règne sur le territoire national. Toutefois, on note par endroits les incursions de certains groupes armés notamment à l'Est du pays. Le défi à relever reste la restauration de l'autorité de l'Etat dans ces zones en conflits.

Le droit à un environnement sain et propice au développement intégral est violé, au quotidien, par l'accumulation des déchets ménagers dans certaines grandes agglomérations du pays, l'installation des industries extractives à proximité des habitations, la déforestation irrationnelle et le non traitement des eaux résiduaires.

La RDC est comptée parmi les Etats dotés d'énormes ressources naturelles mais dont la population vit en dessous du seuil de la pauvreté et ne jouit pas totalement du patrimoine commun de l'humanité établi sur son sol.

3.2.3.1. Les droits spécifiques de la femme et de l'enfant

En sus de la protection générale dont tout le monde bénéficie, les femmes et les enfants font l'objet d'une protection particulière, compte tenu de leur vulnérabilité dans certaines situations. La constitution contient des dispositions qui énoncent des droits qui leur sont particuliers. Par ailleurs, des lois spécifiques aux femmes et aux enfants ont été adoptées afin de permettre la mise en œuvre desdits droits.

3.2.3. 2. Droits de la femme

La Constitution du 18 février 2006 contient une importante disposition relative aux droits de la femme. L'article 14 est ainsi libellé :

Les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits.

Ils prennent dans tous les domaines, notamment dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel, toutes les mesures appropriées pour assurer le total épanouissement et la pleine participation de la femme au développement de la nation.

Ils prennent des mesures pour lutter contre toute forme de violences faites à la femme dans la vie publique et dans la vie privée.

La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales.

L'Etat garantit la mise en œuvre de la parité homme-femme dans lesdites institutions.

La loi fixe les modalités d'application de ces droits.

En application de cet article la loi portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité, a été adoptée et promulguée.

Des avancées significatives ont été enregistrées notamment l'adoption des lois en rapport avec la protection des droits de la femme : la loi sur les violences sexuelles, le Code de la famille modifié et complété en tenant compte du genre.

Les défis restent encore multiples ; la promotion de l'égalité des sexes, la lutte contre la discrimination dans les postes de nomination, la lutte contre les violences sexuelles et les violences basées sur le genre, l'autonomisation de la femme, la lutte contre les stéréotypes de genre, l'accès de la femme à la propriété et au crédit, l'accès à l'emploi et à l'éducation ainsi que le droit à la santé sexuelle et de la reproduction.

3.2.3.3. Droits des enfants

Les droits spécifiques de l'enfant sont énoncés aux articles 41 à 43 de la Constitution.

L'article 41 dispose notamment que :

L'enfant mineur est toute personne, sans distinction de sexe, qui n'a pas encore atteint 18 ans révolus.

Tout enfant mineur a le droit de connaître les noms de son père et de sa mère ;

Il a également le droit de jouir de la protection de sa famille, de la société et des pouvoirs publics.

L'abandon et la maltraitance des enfants, notamment la pédophilie, les abus sexuels ainsi que l'accusation de sorcellerie sont prohibés et punis par la loi.

Toutes les autres formes d'exploitation d'enfants sont punies par la loi.

En application des prescrits ci-dessus, des lois de mise en œuvre ont été adoptées et promulguées notamment la loi n°09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

Malgré toutes ces dispositions, la situation des droits de l'enfant n'est pas encore satisfaisante. Certains droits tels que : le droit à la vie, droit à la santé, droit à une identité à sa naissance, droit de ne pas être recruté dans les groupes armés ainsi que le droit à l'éducation constituent des défis à relever.

3.2.4. Les droits de personnes avec handicap et d'autres personnes vulnérables dont les personnes de 3^{ème} âge et les personnes vivant avec le VIH/Sida

A l'instar des femmes et des enfants, les personnes de 3^{ème} âge, les personnes avec handicap et les personnes vivant avec le VIH/Sida bénéficient d'une protection particulière.

3.2.4.1. Les droits des personnes de 3^{ème} âge et personnes avec handicap

Aux termes de l'article 49 de la constitution "la personne du troisième âge et la personne avec handicap ont droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels et moraux. L'Etat a le devoir de promouvoir la présence de la personne avec handicap au sein des institutions nationales, provinciales et locales.

Une loi organique fixe les modalités d'application de ce droits".

Comme cela ressort du libellé de cette disposition, la protection spéciale des personnes de 3^{ème} âge et des personnes avec handicap ne peut être effective que si la loi organique fixant les modalités d'application de leurs droits est adoptée et promulguée. Or, tel n'est pas encore le cas. Un projet de loi a été déposé au Parlement, mais n'est pas encore adopté.

C'est ainsi que les personnes de 3^{ème} âge et les personnes avec handicap sont dans une situation précaire. En effet, les personnes de 3^{ème} âge ne sont pas correctement prises en charge par l'Etat (les homes des vieillards, en très petit nombre, ne sont pas entretenus ; certains disparaissent); les droits des personnes vivant avec handicap ne sont pas convenablement pris en compte dans toutes les sphères de la vie sociale, la représentation des personnes avec handicap dans les institutions nationales, provinciales et locales reste encore faible.

3.2.4.2. Les Personnes vivant avec le VIH/Sida

En date du 14 juillet 2008, l'Etat congolais a adopté la loi n°08/011 portant protection des droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA et personnes affectées.

Cette loi vise à rendre accessibles et gratuits les médicaments ainsi que le test de dépistage du VIH. Elle renforce la responsabilité de l'Etat dans la lutte contre l'expansion de la pandémie, par une politique plus cohérente de prise en charge effective des personnes concernées à l'endroit desquelles toute stigmatisation ou discrimination sont interdites et réprimées.

Cependant, des défis à relever restent encore nombreux notamment ; l'accessibilité aux soins et traitement de qualité ; le problème de rupture en intrants et en ARV, de la stigmatisation et la dépendance totale de la solidarité internationale.

Par ailleurs, les efforts considérables qui ont été fournis à ce jour, pour éradiquer ce fléau se sont concentrés principalement dans les villes, la réalité en milieu rural restant préoccupante.

IV. ENJEUX ET DEFIS EN MATIERE DE DROIT DE L'HOMME EN RDC

4.1. Enjeux

4.1.1. Analyse SWOT (Forces, Faiblesses, opportunités et Menaces)

L'analyse des forces et faiblesses de la CNDH, des opportunités qui s'offrent à elle et des menaces qui pèsent sur elle a donné des résultats repris dans le tableau ci-dessous.

FORCES	FAIBLESSES
Existence d'un cadre légal et juridique instituant la CNDH	Manque d'infrastructures publiques devant abriter le siège national de la CNDH et la plupart de ses BRP
Cadre de collaboration avec la société civile à travers les différentes thématiques	Insuffisance des ressources financières pour son fonctionnement et la réalisation des activités relatives à sa mission
Représentation significative de la femme parmi les membres de la CNDH	Insuffisance en différents équipements (bureaux, informatiques, télécommunication et communication, matériel roulant, etc.)pouvant permettre au personnel de fournir un bon rendement
Opérationnalisation des organes de la CNDH	Insuffisance de personnel à tous les niveaux
Personnel compétent disponible et capable de travailler dans le respect des principes édictés par la loi	Faible rémunération du personnel
Autonomie financière et administrative et indépendance consacrée par la loi organique instituant la CNDH.	Absence d'un plan d'orientation pour les cinq années de la mandature
	Faible déploiement de la CNDH à travers le pays
OPPORTUNITES	MENACES
Existence de plusieurs organisations nationales et internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme en RDC	Diminution du budget de la CNDH par le Gouvernement
Disponibilité des organes de presse	Faible connaissance de la mission, des attributions et du mode de saisine de la CNDH par le public
Existence d'un important arsenal juridique : Constitution, lois de la République et instruments internationaux des droits de l'Homme ratifiés par la RDC	Retard dans l'octroi du bâtiment devant abriter le siège de la CNDH
Intérêt de la communauté internationale sur les questions des droits de l'homme	Hésitation de certains partenaires financiers et techniques de la RDC à appuyer la CNDH
Dynamisme des ONGDH	Absence de la culture des droits de l'homme

Existence des partenaires techniques et financiers dans le domaine des droits de l'homme	Faible niveau de mise en œuvre des engagements de la RDC en matière des droits de l'homme par le Gouvernement
Existence d'une ligne de crédit au budget de l'Etat	

4.1.2. Les consultations ou enquêtes nationales

Les enquêtes menées dans la ville de Kinshasa et dans les 10 anciennes provinces du pays auprès des représentants des organisations de la société civile, des personnalités sociopolitiques, judiciaires, sécuritaires, coutumières et autres ainsi qu'auprès des partenaires œuvrant dans le domaine des droits de l'homme, ont permis de relever les principaux problèmes qui se résument en termes suivants :

4.1.2.1. Problèmes liés à l'institution

Il a été constaté que la majeure partie de la population y compris les autorités politico-administratives, judiciaires et sécuritaires ignoraient soit la mission soit l'existence même de la CNDH.

4.1.2.2. Problèmes liés aux droits civils et politiques

Les problèmes majeurs relevés sont :

- Entraves à la liberté d'expression ;
- Absence de neutralité dans l'administration publique ;
- Arrestations arbitraires opérées par les magistrats, la PNC, la PCR (Police de circulation routière), les forces armées, le Bureau 2 et l'ANR ;
- Perception irrégulière d'amendes par les services précités ;
- Apathie face aux violations de droits de l'Homme ;
- Certains assassinats ciblés ;
- Distribution inéquitable de la justice ;
- Entraves à la liberté de réunions et de manifestations ;
- Perceptions de taxes irrégulières et illégales ;
- Extorsions des biens privés par les personnes nanties de l'autorité publique ;
- Limitation à la liberté de mouvement ;
- Instrumentalisation de la justice dans certaines affaires ;
- Problématique de l'organisation des élections dans le délai constitutionnel ;
- Non-respect de certains droits des personnes détenues ;
- Partialité de certains juges dans les cours et tribunaux ;
- Pratique de la torture physique, notamment dans certains lieux de détention.

4.1.2.3. Problèmes liés aux droits économiques, sociaux et culturels

- Faible accès à l'eau et à l'électricité ;
- Atteintes aux droits de propriété (cas d'expropriation sans indemnisation, cas de déplacés internes, déguerpissement abusif, droits de peuples autochtones, etc.) ;

- Discrimination en matière d'emploi ;
- Faible accès aux soins médicaux ;
- Non-gratuité de l'enseignement primaire ;
- Violation du droit à l'alimentation (Insécurité alimentaire) ;
- Violation du droit à un niveau de vie décent (vie chère, faible pouvoir d'achat).

4.1.2.4. Problèmes liés aux droits collectifs

- Faible jouissance par les autochtones des revenus des exploitations minières et forestières ;
- Expropriation des terres des autochtones pour besoin d'exploitation ;
- Pollution environnementale (Mauvaise gestion des déchets, immondices et eaux résiduaires)

4.1.2.5. Problèmes liés aux droits de la femme et de l'enfant

- Abandon d'enfants (cas de divorce, phénomène enfants sorcier, cas de décès des parents etc.) ;
- Confiscation de l'héritage des veuves et des orphelins par la famille du défunt ;
- Discrimination liée aux sexes ;
- Aggravation du phénomène « Enfants de la rue » ;
- Recrudescence du phénomène « Kuluna » ;
- Faible représentativité de la femme dans les sphères décisionnelles ;
- Violences sexuelles ;
- Travail des enfants, trafic d'enfants, enrôlement des enfants au sein de groupes armés

4.1.2.6. Problèmes liés aux droits des personnes vulnérables

- Discrimination en matière d'emploi pour personnes vivant avec handicap ;
- Non-respect des droits des personnes de 3^{ième} âge ;
- Stigmatisation des personnes vivant avec handicap et personnes vivant avec VIH/SIDA

4.1.3. Recommandations des organes des traités et de l'examen périodique universel (EPU) à la RDC

En ratifiant les instruments internationaux ou en y adhérant, la RDC s'est engagée à mettre en œuvre, respecter et protéger les droits proclamés dans lesdits instruments.

Elle s'est également engagée à présenter devant les organes de surveillance de ces instruments, les efforts qu'elle entreprend pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

C'est ainsi que la RDC est aujourd'hui tenue de présenter des rapports (initiaux et périodiques) aux organes de supervision (Comités) institués par les sept (7) principaux instruments auxquels elle est partie. Elle doit, par ailleurs, présenter des rapports au Conseil des droits de l'homme, dans le cadre du mécanisme de l'Examen Périodique Universel (EPU).

L'examen de ces différents rapports ont permis aux organes de supervision de formuler à la RDC une multitude de recommandations qu'elle est appelée à exécuter pour améliorer la situation des droits de l'homme.

L'élaboration du présent plan stratégique tient donc également compte de ces recommandations qui peuvent être regroupées autour de dix grandes thématiques reprises dans le tableau ci-dessous :

I. Ratification de principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme
Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques en rapport avec l'abolition de la peine de mort
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
Convention de 1954 relative au statut des apatrides
Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie
Convention N° 169 (1989) de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants
Convention N° 155 de l'OIT sur la sécurité et la santé des travailleurs et le Protocole s'y rapportant
Convention N° 176 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les mines
II. Présentation des rapports attendus par les organes de supervision
Le 2 ^e Rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention contre la torture dû au Comité contre la torture
Les 16 ^e , 17 ^e et 18 ^e rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention internationale pour l'élimination de toute forme de discrimination raciale (mai 2017)
Le cinquième rapport périodique sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
III. Assurance de la jouissance des droits civils et politiques
Appliquer les normes des droits civils et politiques dans les décisions judiciaires
Renforcer les capacités en droits de l'homme du personnel judiciaire
Combattre l'ignorance de ses droits par la population
Engager la lutte contre l'impunité
Engager la lutte contre les disparitions
Respecter le droit à la vie
Respecter les droits de la personne privée de liberté
Respecter et protéger la liberté d'expression, de presse et d'information
Proclamer et protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme
Lutter contre la torture
IV. Assurance de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels de la population
Assurer et protéger le droit à l'éducation
Assurer et respecter le droit à la santé

Mettre en œuvre une stratégie de réduction de la pauvreté
Assurer le droit à un logement décent
Respecter le droit à l'alimentation de personnes détenues
Assurer et respecter le droit à l'accès à l'eau potable
V. Harmonisation du cadre institutionnel et légal avec les instruments internationaux des droits de l'homme
Mener des réformes législatives
Allouer des ressources suffisantes/ conséquentes aux institutions de promotion et protection des droits de l'homme.
Mener des réformes politico-administratives et judiciaires
VI. Protéger les droits des groupes vulnérables
Protéger les droits des personnes déplacées
Recenser les peuples autochtones pygmées et protéger leurs droits
Protéger les droits des personnes vivant avec albinisme
Protéger les femmes appartenant à des catégories défavorisées
Protéger les personnes vivant avec handicap
VII. Amélioration de la situation socio-politique de la femme
Garantir et protéger les droits politiques de la femme
Réaliser les droits de la femme
Engager une lutte contre des violences faites à la femme
Garantir et protéger le droit de la femme à l'éducation, à l'emploi et à la santé
Améliorer la situation de la femme rurale
Rendre effectif l'accès à la justice et à la réparation pour les victimes des violences sexuelles dans les zones de conflits armés
Rendre effective la protection des droits des victimes et témoins de violences sexuelles
Mette en œuvre la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU
VIII. Renforcer le cadre national de protection des enfants
Rendre effective la protection des droits des enfants
Engager une lutte contre l'exploitation des enfants sous toutes ses formes
Lutter contre l'utilisation des enfants dans les groupes et forces armées
Faciliter l'accès des enfants à la justice
Instituer le mécanisme de Vetting
IX. Consolidation de la paix, la sécurité et la réconciliation
Mettre en œuvre l'accord de paix de Goma
X. Renforcement de la coopération dans le cadre des droits de l'homme
Collaborer avec les institutions internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme
Coopérer avec la Cour Pénale Internationale (CPI)

4.2. Défis

Partant du diagnostic établi sur l'état des droits de l'homme dans notre pays, de l'analyse faite de l'environnement externe et interne de la CNDH, des besoins exprimés par différentes sphères du pays au cours des enquêtes nationales, des questions soulevées par les recommandations des organes de traité des Nations Unies

et se référant aux multiples attributions lui conférées par le législateur congolais pour l'accomplissement de sa mission, la CNDH a pu dégager les problèmes prioritaires suivants :

4.2.1. Problèmes liés aux capacités institutionnelles de la CNDH traduits par :

- L'insuffisance en infrastructures
- L'insuffisance en ressources matérielles
- L'insuffisance en ressources humaines
- L'impact insuffisant sur terrain (insuffisance en activités)
- Une insuffisance en planification
- Le faible déploiement de la CNDH à travers le pays
- Une insuffisance dans l'organisation et le fonctionnement des services
- La méconnaissance de la CNDH par une grande majorité de la population ainsi que par certaines autorités politico administratives

4.2.2. Problèmes liés à la promotion des droits de l'homme traduits par :

- Une insuffisance en engagement politique
- Une faiblesse en formation et en éducation aux droits de l'homme
- Une faible implication de la population sur les questions des droits de l'homme
- Une insuffisance en communication sur les questions des droits de l'homme

4.2.3. Problèmes liés à la protection des droits de l'homme traduits par :

- Multiples violations des droits de l'homme par les acteurs étatiques dans différentes thématiques
- Faible jouissance par la population de leurs droits
- Insuffisance dans l'application de la loi par les cours et tribunaux

4.2.4. 4.2.5. Problèmes liés à la coopération traduits par :

- Une faible collaboration avec les institutions de l'Etat
- Une faible collaboration avec les organisations de la société civile
- Une faible collaboration avec les organisations internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme ainsi qu'avec
- Une faible collaboration avec les missions diplomatiques accréditées en RDC

V. CADRE STRATEGIQUE

La vision de la CNDH ainsi que ses principes directeurs vus plus haut ont également guidé les orientations stratégiques du présent plan telles que décrites dans les lignes qui suivent.

5.1. But et objectif du plan stratégique

5.1.1. But

Le présent plan stratégique a pour but de contribuer au renforcement de la démocratie et de l'établissement d'un état de droit en République Démocratique du Congo par la promotion et la protection des droits de l'homme.

5.1.2. Objectif général

Contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme en RDC en veillant à leur promotion et leur protection sur toute l'étendue du territoire national.

5.2. Les Axes stratégiques

Quatre axes stratégiques ont été retenus par la CNDH pour les cinq prochaines années

Axe 1 : Le développement institutionnel

Axe 2 : La promotion d'une culture des droits de l'homme

Axe 3 : La protection des droits de l'homme

Axe 4 : La coopération

5.2.1. AXE 1 : Le développement institutionnel

Cet axe permet de planifier les moyens à mettre en œuvre pour que la CNDH puisse fonctionner comme une institution citoyenne digne de ce nom pour l'accomplissement de sa mission. Il comprend quatre domaines d'interventions ou programmes dont le :

(i) le renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH, qui permettra de mettre à la disposition de la CNDH toutes les ressources nécessaires à son fonctionnement , de développer les compétences de son personnel pour des services de qualité, de mettre en place un cadre réglementaire et normatif pour une meilleure performance et l'extension de la CNDH à travers toute l'étendue du territoire national afin de rapprocher ses services de la population pour une meilleure accessibilité ;

(ii) la planification, afin d'éviter à la CNDH une navigation à vue et lui permettre de fonctionner sur base d'une orientation pour les cinq années à venir et d'une programmation annuelle de ses activités pour des interventions efficaces et efficientes ;

(iii) le renforcement du suivi et évaluation afin de permettre à la CNDH une gestion efficace de l'institution. La CNDH doit être à mesure d'assurer la coordination des activités au sein de ses structures afin d'éviter la gestion autonome de chaque entité ;

(iv) le marketing institutionnel, à travers ce programme, la CNDH pourra mettre en place un plan de communication qui lui permettra d'informer le public sur sa mission, ses attributions, le mode de sa saisine mais aussi sur ses activités afin de l'amener à recourir à ses services. Il a pour ambition d'assurer la visibilité de la CNDH au monde environnant et extérieur.

Programme 5.2.1.1. : Renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH

Objectif stratégiques

- Renforcer les capacités institutionnelles de la CNDH d'ici 2020 pour l'accomplissement de sa mission ;
- Renforcer les capacités du personnel de la CNDH l'an d'ici 2020 ;
- Renforcer le cadre réglementaire et normatif de la CNDH d'ici 2020 ;
- Etendre les structures de la CNDH au niveau des chefs-lieux des provinces, des villes et territoires du pays d'ici 2020 pour une meilleure accessibilité de ses services.

Résultats

- La CNDH est dotée d'infrastructures et d'équipements adéquats pour son siège national ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales d'ici 2020 ;
- La CNDH est dotée d'un personnel en nombre suffisant au niveau de son siège national ainsi qu'au niveau de ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales d'ici 2020 ;
- La CNDH est dotée des ressources financières pour son fonctionnement d'ici 2020 ;
- Les capacités du personnel de la CNDH sont renforcées d'ici 2020 ;
- Le cadre réglementaire et normatif de la CNDH est renforcé d'ici 2020 ;
- L'extension de la CNDH est assurée au niveau des chefs-lieux des provinces, des villes et territoires du pays d'ici 2020.

Actions

- Doter la CNDH d'infrastructures pour son siège national ainsi que pour ses bureaux de représentation provinciales, ses antennes urbaines et territoriales ;
- Doter la CNDH en équipements et matériels adéquats pour son siège national ainsi que pour ses bureaux de représentation provinciales, ses antennes urbaines et territoriales ;
- Doter la CNDH d'un personnel en nombre suffisant pour son siège national ainsi que pour ses bureaux de représentation provinciales, ses antennes urbaines et territoriales ;
- Renforcer les capacités du personnel de la CNDH
- Assurer la rémunération du personnel mis en place
- Doter la CNDH d'un budget conséquent
- Doter la CNDH des textes réglementaires et normatifs ;

- Mettre progressivement en place les structures de la CNDH au niveau des chefs-lieux des provinces, des villes et des territoires

Indicateurs des résultats

- Existence des bâtiments abritant le siège national de la CNDH ainsi que ses 26 bureaux de représentation provinciale, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales alloués par l'Etat ;
- Présence des différents équipements et matériels de travail alloués à la CNDH par l'Etat au niveau de son siège national, de ses 26 bureaux de représentation provinciale, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales ;
- Présence d'un personnel en nombre suffisant au niveau du siège national de la CNDH ainsi qu'au niveau de ses 26 bureaux de représentation provinciale, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales ;
- La CNDH fonctionne avec un budget constitué des lignes de crédit alloué par l'Etat et des fonds reçus par les PTF
- Existence des textes réglementaires et normatifs au sein de la CNDH
- Présence de la CNDH dans les chefs-lieux des 26 provinces, dans les 96 villes et 146 territoires du pays.

Programme stratégique 5.2.1.2. : La Planification

Objectif stratégique

- Doter la CNDH d'outils d'orientation, de programmation et de budgétisation d'ici 2020

Résultats

- La CNDH est dotée d'outils de planification d'ici 2020

Actions

- Production d'outils de planification et de mobilisation des ressources

Indicateurs des résultats

- Existence des documents de planification et de mobilisation des ressources

Domaine ou programme stratégique 5.2.1.3: Le Renforcement du suivi et évaluation de la CNDH

Objectif stratégique

- Améliorer la coordination des activités de la CNDH par le renforcement du suivi et évaluation à l'horizon 2020.

Résultats

- La Coordination est améliorée à l'horizon 2020.

Actions

- Mettre en place un système d'information efficace basée sur la nouvelle technologie ;
- Appuyer les structures de la CNDH dans la mise en œuvre des activités
- Organiser des réunions périodiques
- Faire l'évaluation des activités et services de la CNDH

Indicateurs des résultats

- Existence des rapports de suivi des activités
- Existence des rapports d'évaluation de la CNDH

Programme stratégique 5.2.1.4 : Marketing institutionnel

Objectif

- Assurer la visibilité de la CNDH auprès du public d'ici 2020.

Résultats

- La CNDH est connue du public à travers les éléments d'identification d'ici 2020
- Le public recourt aux services de la CNDH d'ici 2020

Actions

- Produire les éléments d'identification de la CNDH
- Doter la CNDH d'un plan de communication
- Création d'un site web de la CNDH
- Animer les conférences et séminaires

Indicateurs des résultats

- Augmentation de nombre des plaintes reçues,
- Nombre d'activités auxquelles la CNDH a participé sur invitations
- Nombre d'audiences sollicitées et accordées

5.2.2. Promotion d'une culture des droits de l'homme

Cet axe vise la prévention d'atteintes et des violations des droits de l'homme par la diffusion des informations et des connaissances y relatives à l'intention de toutes les couches de la population en vue de l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Celle-ci sera rendue possible à travers 4 domaines ou programmes principaux dont :

- (i) l'éducation et la formation aux droits de l'homme ; la formation sera ciblée à certaines catégories professionnelles tels que les responsables d'application de la loi, les agents pénitentiaires, les enseignants, les responsables des entreprises et les membres des ordres professionnels tandis que l'éducation aux droits de l'homme se fera par l'intégration au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire qui permettra d'inculquer des notions de base nécessaires à générer une culture des droits de l'homme;

- (ii) La sensibilisation du public, à travers des vastes campagnes permettra de donner des informations indispensables à la compréhension et à la reconnaissance générale des principes des droits de l'homme pour un changement de comportement en vue de prévenir des violations des droits de l'homme et la CNDH devrait recourir aux médias pour une large couverture ;
- (iii) Les publications, seront constituées essentiellement des rapports annuels ainsi que des rapports périodiques ou ponctuels afin que le public sache ce que fait la CNDH ;
- (iv) La documentation sur les questions des droits de l'homme afin de mettre à la disposition du public des documents nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme

Domaine ou programme stratégique 5.2.2.1. : La Formation et l'Education aux droits de l'homme

Objectifs stratégiques :

- Faire connaître la population ses droits et cultiver la compréhension et le respect des droits d'autrui à l'horizon 2020

Résultats

- Emergence d'une culture des droits de l'homme à l'horizon 2020

Actions

- Vulgariser les instruments nationaux, régionaux et internationaux aux droits de l'homme dûment ratifiés par la RDC
- Organiser la formation aux droits de l'homme ciblée à certaines catégories professionnelles : responsables de l'application des lois, (membres des forces armées et de la police, magistrats, juges, avocats), agents pénitentiaires, enseignants, fonctionnaires, journalistes, médecins, Infirmiers, pharmaciens, responsables des entreprises publiques et privées.
- Contribuer à l'intégration de l'éducation des droits de l'homme au niveau des écoles et universités par un plaidoyer auprès des autorités en charge de l'éducation
- Initier l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles et dans les universités
- Eduquer et former les citoyens aux droits de l'homme à travers les médias

Indicateurs des résultats

- Diminution de l'incidence des violations alléguées ou avérées des droits de l'homme avec le temps lors des enquêtes

Domaine ou programme stratégique 5.2.2.2. : La Sensibilisation

Objectif stratégique



- Améliorer la connaissance de la population sur les droits de l'homme et éveiller leur intérêt en la matière d'ici 2020

Résultats

- La population est mieux informée en matière des droits de l'homme et manifeste de l'intérêt sur ces questions d'ici 2020

Actions

- Mener des campagnes de sensibilisation générale portant sur les informations de base en droits de l'homme lors de la commémoration des journées internationales des droits de l'homme
- Mener des campagnes ciblées, axées sur un droit spécifique ou un ensemble des droits (droits civils et politiques ; droits économiques, sociaux et culturels ; droits collectifs ; droits de la femme et de l'enfant et les droits des personnes vivant avec handicap, personnes vivant avec VIH/SIDA, personnes de 3ème âge et autres personnes vulnérables
- Mener des campagnes de sensibilisation à travers les médias (Radio, télévision, presse écrite et internet)

Indicateurs des résultats

- Pourcentage de la population qui participe aux émissions radiotélévisées traitant des questions des droits de l'homme ;
- Proportion de la population ayant des connaissances sur les droits de l'homme lors des sondages.

Domaine ou programme stratégique 5.2.2.3. : Documentation sur les droits de l'homme et les questions y relatives

Objectif stratégique

- Augmenter les connaissances du public sur les droits de l'homme en mettant à sa disposition, de la documentation internationale, régionale et nationales relatives aux droits de l'homme ainsi que d'autres textes et documents y relatifs, d'ici 2020

Résultats

- Le public se réfère à la CNDH pour la documentation relative aux droits de l'homme d'ici 2020.

Actions

- Constituer une documentation sur les droits de l'homme et les questions y relatives

Indicateurs des résultats

- Le nombre des personnes qui fréquentent le centre
- Les échos provenant du public qui consulte le centre virtuel sur le site de l'institution

Domaine ou programme stratégique 5.2.2.4. : Publications

Objectifs stratégiques :

- Informer le public sur les actions de la CNDH d'ici 2020
- Eclairer le public ou l'opinion sur des questions particulières et sur la situation des droits de l'homme dans le pays d'ici 2020
- Contribuer à la visibilité de la CNDH d'ici 2020
- Responsabiliser l'Etat quant à ses obligations de respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme d'ici 2020

Résultats

- Les actions de la CNDH sont connues du public d'ici 2020
- Le public ou l'opinion est éclairé sur les questions spécifiques de la situation des droits de l'homme dans le pays d'ici 2020
- La visibilité de la CNDH est assurée à travers ses publications d'ici 2020
- L'Etat est responsabilisé quant à ses obligations de respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme d'ici 2020

Actions

- Diffusion des publications à travers les médias (radio télés, site web de la CNDH, réseaux sociaux)
- Transmission des rapports de la CNDH aux différentes Institutions (Président de la République, à l'Assemblée Nationale, au Sénat, au Gouvernement, à la Cour Constitutionnelle, à la Cour de Cassation, au Conseil d'Etat, à la Haute Cour Militaire et aux Parquets)
- Publications à travers les revues

Indicateurs des résultats

- La CNDH est sollicitée par le public
- Nombre des recommandations formulées aux Institutions de la République pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme à travers les rapports

5.2.3. Protection des droits de l'homme

Cet axe vise le respect des droits de l'homme et définit les différents domaines d'interventions ou programmes devant concourir à mieux protéger ces droits dont :

- (i) Les enquêtes qui permettront de dénoncer les différentes violations commises et leurs auteurs afin que cessent ces violations mais aussi la prise des mesures correctrices par les autorités au vu des recommandations formulées à leur endroit
- (ii) Le traitement des plaintes individuelles et l'accès des victimes à la justice afin que ces dernières obtiennent réparation et leurs auteurs soient sanctionnés,
- (iii) Le règlement des différends par la conciliation comme mode alternatif à la justice
- (iv) Le monitoring de la situation des droits de l'homme pour une meilleure jouissance de ces droits dans certaines thématiques

Domaine ou programme stratégique 5.2.3.1. : Enquêtes sur les cas des violations

Objectif stratégique

- Veiller au respect des droits de l'homme en dénonçant les violations commises et leurs auteurs d'ici 2020
- Inciter les autorités compétentes à prendre des mesures correctrices afin que cessent ces violations d'ici 2020

Résultats

- Les violations des droits de l'homme ainsi que leurs auteurs sont dénoncés d'ici 2020
- Des mesures correctrices relatives aux recommandations de la CNDH sont prises par les autorités compétentes pour faire cesser les violations d'ici 2020

Actions

- Organiser les enquêtes par autosaisine de certaines affaires
- Traiter les plaintes individuelles

Indicateurs des résultats

- 10% des violations des droits de l'homme sont dénoncées à travers les 26 provinces du pays
- Au moins 5% des mesures correctrices sont prises par les autorités sur recommandations de la CNDH

Domaine ou programme stratégique 5.2.3.2. : Traitement des plaintes et Accès des victimes à la justice

Objectif stratégique :

- Aider les victimes de violations des droits de l'homme à obtenir réparations à l'horizon 2020

Résultats

- 10% des victimes de violations des droits de l'homme obtiennent réparations à l'horizon 2020

Actions

- Recevoir les plaintes
- Gérer les plaintes
- Orienter les victimes
- Aider les victimes à ester en justice
- Ester en justice en lieu et place des victimes/Autosaisine

Indicateurs des résultats

- 10% d'auteurs de violations des droits de l'homme sont sanctionnés dans les 26 provinces du pays

Domaine ou programme stratégique 5.2.3.3. : Résolution des différends par d'autres voies

Objectif stratégique



- Appliquer la conciliation comme mode alternatif de règlement des différends relatifs aux violations des droits de l'homme à l'horizon 2020

Résultats

- La conciliation est appliquée comme mode alternatif de règlement des différends dans 5% de cas de violations des droits de l'homme à l'horizon 2020

Actions

- Régler certains cas de violations des droits de l'homme par la conciliation

Indicateurs des résultats

- 5% des cas de violations des droits de l'homme sont réglés par la conciliation dans les 26 provinces du pays

Domaine ou programme stratégique 5.2.3.4. : Monitoring de la situation des droits de l'homme

Objectif stratégique

- Veiller au respect des droits de l'homme en suivant leur réalisation dans certaines thématiques dans le pays d'ici 2020

Résultats

- La jouissance des droits de l'homme est améliorée dans certaines thématiques dans le pays d'ici 2020

Actions

- Faire le monitoring de certains aspects des droits de l'homme dans différents thématiques
- Examiner systématiquement la législation existante et les textes de loi envisagés et s'assurer de leur compatibilité avec les normes des droits de l'homme
- Examiner les pratiques et politiques existantes
- Suivre les observations et recommandations formulées à la RDC par les organes de traité

Indicateurs des résultats

- Réduction des cas d'atteintes et violations des droits de l'homme

5. 2. 4. La Coopération

La coopération implique la collaboration avec toutes les parties prenantes impliquées dans la promotion et la protection des droits de l'homme en vue de permettre à la CNDH de mener à bien sa mission. Cet axe sera réalisé à travers 4 domaines d'intervention ou programmes dont :

(i) la coopération avec les Institutions de la République notamment l'interaction avec le Parlement pour les réformes législatives, avec le Gouvernement pour la ratification des traités, la contribution à l'élaboration des rapports étatiques adressés aux organes de traité et la mise en place des mesures pouvant permettre la réalisation des droits de

l'homme, avec les Cours et tribunaux et les Parquets près ces juridictions pour le respect de la primauté de droit dans l'administration de la justice et avec les autres institutions de la République pour l'adoption de l'approche basée sur les droits de l'homme dans leurs domaines respectifs

(ii) la coopération avec les organisations locales et nationales, pour une synergie d'actions en vue de l'épanouissement des droits de l'homme dans notre pays

(iii) la coopération avec les organisations internationales, notamment les réseaux des institutions nationales des droits de l'homme pour faciliter le dialogue et promouvoir le partage des pratiques optimales, avec le système des Nations Unies pour leur appui technique et accompagnement pour la promotion et la protection des droits de l'homme en RDC

(iv) la coopération avec les missions diplomatiques accréditées en RDC à travers un partenariat pour leur contribution à l'épanouissement de la promotion et à la protection des droits de l'homme dans notre pays.

Domaine ou programme stratégique 5.2.4.1. : Coopération avec les Institutions de la République

Objectif stratégique

- Renforcer la collaboration avec les Institutions de la République pour faire valoir les droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020

Résultats

- Les Institutions de la République sont plus impliquées dans la promotion et la protection des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020

Actions

- Conseiller le Président de la République en fournissant des avis et propositions ainsi que des recommandations sur toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme ;
- Conseiller l'Assemblée Nationale et le Sénat en fournissant des avis, recommandations et propositions concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme sur les dispositions législatives, existantes ou envisagées ;
- Conseiller le Gouvernement en fournissant des avis et propositions, ainsi que des recommandations concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme relevant de sa compétence ;
- Conseiller les Cours et tribunaux ainsi que les Parquets près ces juridictions en fournissant des avis et propositions, ainsi que des recommandations concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme relevant de leurs domaines et compétences ;
- Collaborer avec les autres institutions d'appui à la démocratie pour une approche basée sur les droits de l'homme sur les questions relevant de leurs domaines respectifs

Indicateurs des résultats



- Nombre des mesures correctives ou appropriées prises par les Institutions par rapport aux avis, propositions et recommandations leur adressés par la CNDH
- Nombre d'audiences sollicitées et obtenues par la CNDH auprès des Institutions de la République
- Révision à la hausse du budget alloué à la CNDH par l'Etat
- Participation de la CNDH aux activités officielles

Domaine ou programme stratégique 5.2.4.2. : Coopération avec les Organisations locales et nationales

Objectif stratégique

- Renforcer l'interaction avec les organisations locales et nationales par leur accompagnement pour l'épanouissement des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020

Résultats

- La CNDH agit en synergie avec les organisations locales et nationales pour l'épanouissement des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020

Actions

- Développer des réseaux et le partenariat avec les organisations de la société civile
- Renforcer les capacités d'intervention des défenseurs des droits de l'homme

Indicateurs des résultats

- Nombre d'activités réalisées en partenariat avec les organisations locales et nationales
- Nombre d'activités auxquelles la CNDH a participé sur invitations des organisations locales et nationales

Domaine ou programme stratégique 5.2.4.3. : Coopération avec les Organisations internationales

Objectifs stratégiques

- Renforcer la coopération en intégrant la CNDH au sein des organisations internationales d'ici 2020

Résultats

- La CNDH est présente au sein des organisations internationales d'ici 2020

Actions

- Adhérer aux réseaux régionaux et internationaux ainsi que dans les organisations internationales des droits de l'homme

Indicateurs des résultats

- Adhésion de la CNDH aux réseaux régionaux et internationaux ainsi que dans les organisations internationales des droits de l'homme
- Participation de la CNDH aux conférences et activités des réseaux

- Nombre d'activités réalisées avec l'appui technique et financier des organisations internationales

Domaine ou programme stratégique 5.2.4.4. : Coopération avec les missions diplomatiques accréditées en RDC

Objectif stratégique

- Collaborer avec les missions diplomatiques accréditées en RDC pour leur contribution à l'épanouissement de la promotion et la protection des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020

Résultats

- Appui des missions diplomatique accréditées en RDC à l'épanouissement de la promotion et la protection des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020

Actions

- Etablir des relations de partenariat avec les missions diplomatiques accréditées en RDC

Indicateurs des résultats

- Nombre des projets/Activités appuyés par les missions diplomatiques accréditées en RDC
- Nombre d'activités auxquelles la CNDH a participé sur invitation des missions diplomatiques accréditées en RDC
- Nombre d'activités de la CNDH auxquelles ont participé les missions diplomatiques accréditées en RDC
- Nombre de réunions de travail tenues avec les membres des missions diplomatiques accréditées en RDC

VI. Cadre logique du plan stratégique

DOMAINES OU PROGRAMMES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	RESULTATS	ACTIVITES	INDICATEURS
AXE 1 : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE LA CNDH				
1. Renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH	O.S.1. Renforcer les capacités institutionnelles de la CNDH en la dotant des ressources matérielles, humaines et financières adéquates pour son fonctionnement au niveau de son siège national, de ses BRP et de ses antennes urbaines et territoriales d'ici 2020.	R.1. La CNDH est dotée d'infrastructures et d'équipements adéquats pour son siège national ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales d'ici 2020	A.1. R.1. Rencontre de plaidoyer avec les autorités compétentes tant nationales que provinciales pour l'octroi des bâtiments en faveur de la CNDH à tous les niveaux	Nombre de rencontres de plaidoyer réalisées avec les autorités compétentes
			A.2. R.1. Acquisition des bâtiments pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP et ses antennes urbaines et territoriales	Nombre des bâtiments alloués à la CNDH pour son siège national, ses 26 BRP; ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales

			A.3. R.1. Acquisition d'équipements de bureaux pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses 26 BRP, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales	Nombre d'équipements de bureau reçus par la CNDH pour son siège national ainsi que pour ses 26 BRP, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales
			A.4. R.1. Acquisition d'équipements informatiques pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Nombre d'équipements informatiques reçus par la CNDH pour son siège national ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales
			A.5. R.1. Acquisition des matériels de communication et télécommunication pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Nombre des matériels de communication et télécommunication reçus par la CNDH pour son siège national ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales

			A.3. R.1. Acquisition d'équipements de bureaux pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses 26 BRP, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales	Nombre d'équipements de bureau reçus par la CNDH pour son siège national ainsi que pour ses 26 BRP, ses 96 antennes urbaines et ses 146 antennes territoriales
			A.4. R.1. Acquisition d'équipements informatiques pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Nombre d'équipements informatiques reçus par la CNDH pour son siège national ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales
			A.5. R.1. Acquisition des matériels de communication et télécommunication pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Nombre des matériels de communication et télécommunication reçus par la CNDH pour son siège national ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales

		R.3. La CNDH est dotée des ressources financières pour son fonctionnement d'ici 2020	A1. R.3. Dotation de la CNDH d'un budget de l'Etat	Existence des lignes des crédits allouées à la CNDH dans la loi des finances publiques annuelle de l'Etat ;
			A2. R.3. Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF en faveur de la CNDH.	Part des Fonds alloués par les PTF au Budget de la CNDH
	O.S.2. Renforcer les capacités du personnel de la CNDH à tous les niveaux d'ici 2020.	R.2. Les capacités du personnel de la CNDH sont renforcées à tous les niveaux d'ici 2020.	A1. R.2. Formation en droits de l'homme	Nombre de personnes ayant suivi la formation en droits de l'homme
			A2. R.2. Formation en techniques d'investigation, d'enquêtes et de monitoring	Nombre de personnes ayant suivi la formation en techniques d'investigation, d'enquêtes et de monitoring
			A3. R.2. Formation en techniques d'élaboration des rapports des droits de l'homme	Nombre de personnes ayant suivi la formation en techniques d'élaboration des rapports des droits de l'homme
			A4. R.2. Formation en logistique des	Nombre de personnes ayant suivi la formation

	O.S.2. Renforcer les capacités du personnel de la CNDH à tous les niveaux d'ici 2020.	R.3. La CNDH est dotée des ressources financières pour son fonctionnement d'ici 2020	A1. R.3. Dotation de la CNDH d'un budget de l'Etat	Existence des lignes des crédits allouées à la CNDH dans la loi des finances publiques annuelle de l'Etat ;
			A2. R.3. Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF en faveur de la CNDH.	Part des Fonds alloués par les PTF au Budget de la CNDH
		R.2. Les capacités du personnel de la CNDH sont renforcées à tous les niveaux d'ici 2020.	A1. R.2. Formation en droits de l'homme	Nombre de personnes ayant suivi la formation en droits de l'homme
			A2. R.2. Formation en techniques d'investigation, d'enquêtes et de monitoring	Nombre de personnes ayant suivi la formation en techniques d'investigation, d'enquêtes et de monitoring
			A3. R.2. Formation en techniques d'élaboration des rapports des droits de l'homme	Nombre de personnes ayant suivi la formation en techniques d'élaboration des rapports des droits de l'homme
			A4. R.2. Formation en logistique des	Nombre de personnes ayant suivi la formation

			A.11. R.2 Participation aux formations internationales des Membres, cadres et agents de la CNDH	Nombre de personnes ayant participé aux formations internationales
			A.12. R.2. Organisation des rencontres d'échanges à l'intérieur du pays avec les INDH des réseaux auxquels la CNDH a adhéré	Nombre de rencontres d'échanges organisés dans le pays
			A.13. R.2. Organisation des voyages d'études au sein des INDH des réseaux auxquels la CNDH a adhéré	Nombre des voyages d'études organisés
	O.S.3. Renforcer le cadre réglementaire et normatif d'ici 2020	R.3. Le cadre réglementaire et normatif est renforcé d'ici 2020	A1. R.3. Elaboration du règlement intérieur de la CNDH	Existence du Règlement intérieur de la CNDH
			A2. R.3. Elaboration du règlement administratif de la CNDH,	Existence du Règlement administratif de la CNDH

			A.3. R.3. Elaboration du règlement financier et de la gestion du patrimoine de la CNDH,	Existence du Règlement financier et de gestion du patrimoine disponible
			A.4. R.3. Elaboration du manuel de procédure d'examen et de traitement des plaintes	Existence du Manuel de procédure d'examen et de traitement des plaintes disponible
			A.5. R.3. Elaboration du code d'éthique et de bonne conduite des enquêteurs de la CNDH	Existence du code d'éthique et de bonne conduite des enquêteurs de la CNDH
	O.S.4. Etendre les structures de la CNDH au niveau des chefs-lieux des 26 provinces, des 96 villes et des 146 territoires du pays d'ici 2020	R.4. L'extension de la CNDH est assurée au niveau des chefs-lieux des provinces, des villes et des territoires d'ici 2020	A1. R.4. Implantation des BRP de la CNDH dans les chefs-lieux des provinces	Présence des BRP de la CNDH dans les chefs-lieux des 26 provinces du pays
			A2. R.4. Implantation des antennes urbaines de la CNDH	Présence d'antennes urbaines de la CNDH dans les 96 villes du pays
			A3. R.4. Implantation des antennes territoriales de la CNDH	Présence d'antennes territoriales de la dans les 146 territoires du pays

2. Planification	O.S.5. Doter la CNDH des outils d'orientation, de programmation et de budgétisation d'ici 2020	R.5. La CNDH est dotée d'outils de planification	A.1. R.5. Production du plan stratégique	Existence du plan stratégique
			A.2. R.5. Production des plans annuels opérationnel	Existence des plans annuels opérationnels
			A.3. R.5. Elaboration des projets spécifiques	Projets spécifiques disponibles
			A.4. R.5. Elaboration d'un canevas du plan opérationnel à mettre à la disposition des BRP, antennes urbaines et territoriales	Existence d'un canevas du plan opérationnel
3. Renforcement du Suivi et évaluation au sein de la CNDH	O.S.6. Améliorer la coordination des activités de la CNDH par le renforcement du suivi et évaluation d'ici 2020	R.6. La Coordination est améliorée par le renforcement du suivi et évaluation au sein de la CNDH d'ici 2020.	A1. R.6. Mise en place d'un système d'alerte précoce au travers les outils de télécommunication	Promptitude dans la transmission de l'information
			A2. R.6. Organisation de la collecte, l'analyse et la transmission des données par l'outil informatique	Existence de Promptitude dans la transmission des rapports périodiques au sein de la CNDH

			A3. R.6. Constitution d'une base des données concernant les questions liées aux droits de l'homme et les groupes de population	Existence d'un canevas d'élaboration des rapports sur la situation des droits de l'homme
			A4. R.6. Elaboration des rapports périodiques	Nombre de rapports élaborés
			A5. R.6. Diffusion des rapports d'activités	Nombre des rapports diffusés
			A.6. R.6. Organisation des missions d'appui à la mise en œuvre des activités de la CNDH au niveau des BRP, des antennes urbaines et territoriales;	*Nombre des BRP-CNDH appuyés ; *Nombre d'antennes urbaines-CNDH appuyées par les BRP-CNDH ; *Nombre d'antennes territoriales-CNDH appuyées par les antennes urbaines-CNDH
			A.7. R.6. Organisation des sessions ordinaires de la CNDH	Nombre de sessions ordinaires organisées
			A.8. R.6. Organisation des sessions extraordinaires de la CNDH	Nombre de sessions extraordinaires organisées

			A.9.R.6. Organisation de l'évaluation interne (revues annuelles de la CNDH)	Existence de rapport de la revue annuelle de la CNDH
			A.10. R.6. Organisation des missions d'évaluation externe de la CNDH	Existence de rapport Du rapport d'évaluation externe de la CNDH
			A.11. R.6. Organisation des missions d'audit interne	Existence de rapports des missions d'audit interne
			A.12. R.6. Organisation des missions d'audit externe	Existence de rapports des missions d'audit externe
4. Marketing institutionnel	O.S.7. Assurer la visibilité de la CNDH à l'horizon 2020.	R.7. La visibilité de la CNDH est assurée à l'horizon 2020.	A.1.R.7. Production d'éléments d'identification de la CNDH	Nombre d'éléments d'identification produits
			A.2. R.7. Elaboration d'un plan de communication	Existence du plan de communication
			A.3. R.7. Création et Animation d'un site web de la CNDH	*Existence du site web de la CNDH *Existence de l'adresse du site

			A.4. R.7. Animer les conférences et les séminaires	Nombre des séminaires et conférences animés en dehors des universités
AXE 2 : PROMOTION D'UNE CULTURE DES DROITS DE L'HOMME				
5. Formation et Education aux droits de l'homme	O.S.8. Renforcer les connaissances aux droits de l'homme des agents de certaines groupes professionnels pour une meilleure promotion des droits de l'homme dans l'exercice de leur métier d'ici 2020	R.8. Les connaissances aux droits de l'homme de certains groupes professionnels sont renforcées pour une meilleure promotion des droits de l'homme dans l'exercice de leur métier d'ici 2020	A.1. R.8. Formation ciblée aux responsables d'application de la loi dont les membres des forces armées, de la police et les magistrats	Nombre des personnes formées
			A.2. R.8. Formation ciblée aux agents pénitentiaires	Nombre d'agents pénitentiaires
			A.3. R.8. Formation ciblée aux agents de la presse journalistes,	Nombre d'agents de presse formés
			A.4. R.8. Formation ciblée aux Enseignants,	Nombre d'enseignants formés
			A.5. R.8. Formation ciblée aux membres des ordres professionnels	Nombre des membres des ordres professionnels formés
			A.5.R.8. Formation ciblée aux responsables des entreprises sur les droits économiques, sociaux et culturels	Nombre des responsables d'entreprises formés

			A6.R.8. Formation des formateurs des aumôniers et officiers des services d'éducation civique des FARDC et de la PNC au respect des droits civils et politiques de l'homme et du droit international humanitaire	Nombre des formateurs formés
	O.S.9. Faire connaître la population ses droits et cultiver la compréhension et le respect des droits d'autrui à l'horizon 2020	R.9. la population connaît ses droits et cultive la compréhension et le respect des droits d'autrui à l'horizon 2020	A.1. R.9. Production et publication d'un recueil d'instruments juridiques nationaux ainsi que régionaux et internationaux dûment ratifiés par la RDC	Existence d'un recueil d'instruments juridiques nationaux ainsi que régionaux et internationaux dûment ratifiés par la RDC
			A.2. R.9. Organisation de réunions de plaidoyer auprès des autorités en charge de l'éducation pour l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles et universités	Nombre de réunions de plaidoyer réalisées avec les autorités en charge de l'éducation

			A.3. R.9. Elaboration des programmes d'étude à l'intention des écoles en partenariat avec les autorités chargés de l'éducation primaire, secondaire et professionnel	Nombre de modules produits pour les écoles
			A.4. R.9. Elaboration des programmes d'étude à l'intention des instituts supérieurs et universités en partenariat avec les autorités chargés de l'enseignement supérieur	Nombre de modules produits pour les Instituts supérieurs et les universités
			A.5. R.9. Elaboration d'un code de conduite interdisant la violence, les abus sexuels, le harcèlement et les châtiments corporels au niveau des écoles et universités	Existence du code interdisant la violence, les abus sexuels, le harcèlement et les châtiments corporels au niveau des écoles et universités

			A.6. R.9. Initiation à l'éducation aux droits de l'homme lors des journées culturelles dans les écoles	Nombre d'écoles couvertes par l'activité
			A.7. R.9. Organisation des séminaires et conférences dans les instituts supérieurs et universités sur les droits proclamés par les instruments nationaux, régionaux et internationaux dûment ratifiés par la RDC, leur mécanismes de mise en œuvre ainsi que sur leurs mécanismes de protection	Nombre des séminaires et conférences animés
			A.8. R.9. Création d'un "Espace droits de l'homme" dans les chaînes radio-télévisées où seront traités et débattus les questions des droits de l'homme	Existence d'un espace droits de l'homme dans les chaînes radiotélévisées

6. La sensibilisation	O.S.10. Améliorer la connaissance de la population sur les droits de l'homme et éveiller son intérêt en la matière d'ici 2020	R.10. La population est mieux informée sur les droits de l'homme et manifeste de l'intérêt sur ces questions d'ici 2020	A.1.R10. Organisation des tribunes populaires dans le secteur non structuré (enfants de rue, vendeurs, marchands, chauffeurs et autres) pour sensibilisation sur la DUDH et au respect des droits d'autrui	*Nombre des tribunes populaires organisées ; *population couverte par l'activité
			A.2.R.10. Organisation des campagnes de sensibilisation de la population dans les Eglises sur la DUDH et au respect des droits d'autrui	
			A.3. R.10. Organisation des séances de sensibilisation (IEC) des femmes sur les questions des droits de la femme et de l'enfant dans les hôpitaux au cours de CPN et CPS	Nombre des séances de sensibilisation organisées dans les hôpitaux au cours des CPN et CPS

			A.4. R.10. Organisation des activités de sensibilisation en marge de la commémoration des différents thèmes des journées internationales en Droits de l'Homme	Nombre d'activités de sensibilisation réalisées en marge de la célébration des différents thèmes des journées internationales des droits de l'homme
			A.5. R.10. Organisation des campagnes de sensibilisation des autorités scolaires et académiques, des enseignants ainsi que des comités des parents sur les questions des droits de l'enfant	Nombre des séances de sensibilisation organisées auprès des autorités académiques, scolaires et des comités des parents sur les questions des droits de l'enfant lors de la journée de l'enfant
			A.6. R.10. Organisation des campagnes de sensibilisation sur les questions de violences sexuelles et violences basées sur le genre	Nombre des séances de sensibilisation organisées sur les questions de violences sexuelles et violences basées sur le genre

			A.7. R.10. Sensibilisation (CCC) des éléments des forces de l'ordre et de sécurité, des agents pénitentiaires au respect des droits de personne en détention	Nombre de séances de sensibilisation (CCC) organisées auprès des éléments des forces de l'ordre et de sécurité, des agents pénitentiaires au respect des droits de personne en détention
			A.8. R.10. Sensibilisation (CCC) des magistrats et OPJ au respect des droits de l'homme : cas d'arrestations arbitraires, détentions illégales, justice équitable	Nombre de séances de sensibilisation (CCC) organisées auprès des magistrats et OPJ au respect des droits de l'homme : cas d'arrestations arbitraires, détentions illégales, justice équitable
			A.9. R.10. Sensibilisation des entreprises sur leur responsabilité sociale et sociétale en matière des droits de l'homme dans les activités d'exploitation minière, forestière et pétrolière	Nombre de séances de sensibilisation (CCC) organisées sur leur responsabilité sociale et sociétale en matière des droits de l'homme dans les activités d'exploitation minière, forestière et pétrolière

			A.10. R.10. Sensibilisation des communautés sur la réinsertion des ex enfants soldats démobilisés	Nombre des séances de sensibilisation réalisées auprès des communautés sur la réinsertion des ex enfants soldats démobilisés
			A.11. R.10. Sensibilisation des communautés sur la réinsertion et la non stigmatisation des femmes victimes des violences sexuelles	Nombre des séances de sensibilisation réalisées auprès des communautés pour la réinsertion et la non stigmatisation des femmes victimes des violences sexuelles
			A.12. R.10. Sensibilisation des Chefs coutumiers en matière des droits des peuples autochtones	Nombre des séances de sensibilisation réalisées auprès des chefs coutumiers
			A.13. R.10. Organisation des campagnes de sensibilisation de la population contre la discrimination et la stigmatisation des PVVIH	Nombre des séances de sensibilisation réalisées pour les droits des PVVIH

			A.14. R.10. Organisation des campagnes de sensibilisation de la population contre la discrimination et la stigmatisation des PVH	Nombre des séances de sensibilisation réalisées pour les droits des PVH
			A.15. R.10. Sensibilisation de la population pour le droit à un environnement sain	Nombre des séances de sensibilisation réalisées pour le droit à un environnement sain
			A.16. R.10. Sensibilisation des jeunes des partis politiques et des leaders des partis politiques contre les violences lors des manifestations publiques	Nombre des séances de sensibilisation réalisées contre les violences lors des manifestations publiques

			A.17. R.10. Organisation des émissions radio-télévisées sur les questions thématiques des droits de l'homme droits civils et politiques, droits économiques sociaux et culturels, droits collectifs, droits spécifiques des femmes et enfants ainsi que d'autres groupes personnes vulnérables (handicapés, PVVIH, personnes de troisième âge, peuples autochtones)	Nombre d'émissions radiotélévisées réalisées pour la sensibilisation aux questions thématiques des différentes catégories des droits
7. La documentation sur les droits de l'homme et les questions y	O.S.11. Augmenter la connaissance du public sur les droits de l'homme en mettant à sa	R.11. Les instruments nationaux, régionaux et internationaux ainsi que les textes et autres documents relatifs	A.1. R.11. Création d'un centre de documentation physique ou virtuelle de la CNDH sur le site web de l'institution	Existence d'un centre de documentation physique ou virtuelle sur le site web de la CNDH

relatives	disposition, les instruments nationaux, régionaux et internationaux ainsi que les textes et autres documents relatifs aux droits de l'homme, d'ici 2020	aux droits de l'homme sont mis à la disposition du public d'ici 2020	A.2. R.11. Souscription aux abonnements,	* Existence de bordereau de paie de l'abonnement; * Existence du bordereau de livraison des ouvrages
			A.3. R.11. Assurer l'approvisionnement régulier en ouvrages,	Disponibilité des ouvrages
8. Publications	OS.12. Informer le public sur les actions de la CNDH d'ici 2020	R.12. Les actions de la CNDH sont connues du public d'ici 2020	A.R.12. Production et Diffusion des rapports d'activités et d'autres documents de la CNDH	Nombre des rapports et documents produits et diffusés
	OS. 13. Eclairer le public ou l'opinion sur des questions particulières et sur la situation des droits de l'homme dans le pays d'ici 2020	R.13. Le public ou l'opinion est éclairé sur les questions spécifiques de la situation des droits de l'homme dans le pays d'ici 2020	A.R.13. Organisation des points de presse	Nombre des points de presse organisés

	OS.14. Responsabiliser l'Etat quant à ses obligations de respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme d'ici 2020	R.14. L'Etat est responsabilisé quant à ses obligations de respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme d'ici 2020	A.R.14. Transmission des rapports de la CNDH aux différentes Institutions (Président de la République, l'Assemblée Nationale, Sénat, Gouvernement, Cour Constitutionnelle, Cour de Cassation, Conseil d'Etat, Haute Cour Militaire et Parquets)	*Nombre des rapports transmis aux différentes Institutions ; * Nombre des recommandations formulées aux différentes Institutions à travers les rapports
	OS.15. Contribuer à la visibilité de la CNDH d'ici 2020	R.15. La visibilité de la CNDH est assurée à travers ses publications d'ici 2020	A.1. R.15. Publication d'articles sur les droits de l'homme dans des revues scientifiques	Nombre d'articles publiés dans les revues scientifiques
			A.2. R.15. Création et publication d'une revue périodique sur les droits de l'homme	Publication périodique d'une revue

AXE 3 : PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

9. Enquêtes sur les cas des violations des droits de l'homme	O.S.16. Veiller au respect des droits de l'homme en dénonçant les violations commises et leurs auteurs d'ici 2020	R.16. Les violations des droits de l'homme et leurs auteurs sont dénoncés d'ici 2020	A.1. R.16. Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits civils et politiques constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	Existence de rapport d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits civils et politiques
			A.2. R.16. Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits économiques, sociaux et culturels constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	Existence de rapport d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits économiques, sociaux et culturels
			A.3. R.16. Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits collectifs constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	Existence de rapport d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits collectifs

			A.4. R.16. Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits de la femme et de l'enfant constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	Existence de rapport d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits de la femme et de l'enfant
			A.5. R.16. Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables dont les PVVIH et personnes de 3ème âge constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	Existence de rapport d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits des personnes vulnérables
	O.17. Faire des recommandations aux autorités compétentes pour la prise des mesures correctrices afin que cessent ces	R.17. Des recommandations sont formulées aux autorités compétentes pour la prise des mesures correctrices à	A.1. R.17. formulation des recommandations aux autorités pour mesures appropriées à travers les rapports d'enquêtes	Nombre des recommandations formulées aux autorités pour prise des mesures correctrices

	violations d'ici 2020	l'horizon 2020	A.2. R.17. Organisation des rencontres avec les autorités pour le suivi des recommandations	Nombre des rencontres organisées pour le suivi de mise en œuvre des recommandations
10. Traitement des plaintes et Accès des victimes à la justice	O.S.18. Aider les victimes de violations des droits de l'homme à obtenir réparations à l'horizon 2020	R.18. Les victimes de violations des droits de l'homme obtiennent réparations à l'horizon 2020	A.1. R.18. Actions en justice	10% d'auteurs des violations sont traduits en justice par leurs victimes dans les 26 provinces du pays
			A.2. R.18. Assistance judiciaire des victimes par la CNDH	5% des plaintes par autosaisie de la CNDH
			A.3. R.18. Dépôts des plaintes en justice par la CNDH	10% des victimes de violations bénéficient d'assistance judiciaire dans les 26 provinces du pays
11. Résolution des différends par d'autres voies	O.S.19. Appliquer la conciliation comme mode alternatif de règlement des différends à l'horizon 2020	R.19. La conciliation est appliquée comme mode alternatif de règlement des différends à l'horizon 2020	A.R.19. Régler certains cas de violations des droits de l'homme par la conciliation	5% des cas de violations des droits de l'homme sont réglés par conciliation dans les 26 provinces du pays
12. Monitoring de la situation des droits de l'homme	O.S.20. Veiller au respect des droits de l'homme en suivant leur réalisation dans certaines thématiques	R.20. Les droits de l'homme sont mieux respectés en suivant leur réalisation dans certaines thématiques	A1. R.20. Monitoring des droits civils et politiques Visites périodiques des lieux de détention et	Existence de rapport de monitoring des droits civils et politiques

	dans le pays d'ici 2020	dans le pays d'ici 2020	d'incarcération; monitoring du processus électoral, monitoring des manifestations publiques, monitoring du droits à la liberté de circulations	
			A.2. R.20. Monitoring des droits économiques, sociaux et culturels : accès aux services sociaux de base : santé; eau potable; électricité; accès à l'emploi et à l'éducation	Existence de rapports de monitoring des droits économiques, sociaux et culturels
			A.3. R.20. Monitoring des droits collectifs droit à la paix, droit à un environnement sain, droit de jouir des ressources de leurs terres; responsabilité sociale et sociétale des entreprises minières, forestières et pétrolières)	Existence de rapports de monitoring des droits collectifs

			<p>A.4. R.20. Monitoring des droits des femmes et des enfants : monitoring de procès des cas des violences sexuelles, monitoring de la discrimination basée sur le genre, pires formes de travail des enfants, phénomène enfants sorciers, protection judiciaire de l'enfant</p>	<p>Existence de rapports de monitoring des droits de la femme et de l'enfant</p>
			<p>A.5. R.20. Monitoring des droits des personnes vulnérables : droit à l'emploi des personnes avec handicap, droit à un logement décent des personnes de 3ème âge, droit à la santé des PVVIH, accès aux ARV et droit à la non-discrimination des peuples autochtones</p>	<p>Existence de rapports de monitoring des droits des personnes vulnérables</p>

AXE 4: COOPERATION				
13. Coopération avec les Institutions de la République	O.S.21. Renforcer la collaboration avec les Institutions de la République pour faire valoir les droits de l'homme à l'horizon 2020	R.21. Les Institutions de la République sont plus impliquées dans la promotion et la protection des droits de l'homme à l'horizon 2020	A.1. R.21. Transmission des avis et propositions sur toutes les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme ainsi qu'au droit international humanitaire et à l'action humanitaire au Président de la République	Nombre d'avis et propositions transmis au Président de la République
			A.2. R.21. Transmission des rapports contenant les recommandations	Nombre des recommandations formulées à l'endroit du Président de la République contenues dans le rapport transmis
			A.3. R.21. Réunion de plaidoyer auprès de l'Assemblée Nationale et du Sénat pour l'harmonisation de la législation avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dûment ratifiés par la	Nombre des réunions de plaidoyer réalisées avec l'Assemblée Nationale et le Sénat pour l'harmonisation de la législation

			République Démocratique du Congo	
			A.4. R.21. Accompagnement des Députés et Sénateurs lors de l'examen des lois relatives aux droits de l'homme	Existence de rapports de réunion de sensibilisation
			A.5. R.21. Réunion de plaidoyer auprès du Gouvernement pour l'harmonisation de la législation avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo	Nombre des réunions de plaidoyer réalisées auprès du Gouvernement pour l'harmonisation de la législation

			A.6. R.21. Transmission des avis et propositions pour la la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme	Nombre d'avis et propositions transmis au Gouvernement pour la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme
			A.7. R.21. Transmission des rapports contenant les recommandations pour la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme	Nombre des recommandations formulées à l'endroit du Gouvernement pour la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme
			A.8. R.21. Transmission des rapports contenant les recommandations pour décisions idoines en vue de l'amélioration des droits de l'homme et redressement des situations de violations des droits de l'homme dénoncées	Nombre des recommandations formulées dans le rapport pour décisions idoines en vue de l'amélioration des droits de l'homme et redressement des situations de violations des droits de l'homme dénoncées

			<p>A.9. R.21. Contribution à la préparation des rapports que la République Démocratique du Congo présente devant les organisations internationales dans le domaine des droits de l'homme</p>	<p>Participation de la CNDH à la préparation du rapport que la RDC présente devant les organisations internationales dans le domaine des droits de l'homme</p>
			<p>A.10. R.21. Transmission d'avis et proposition sur l'application des normes juridiques nationales et des instruments juridiques régionaux et internationaux dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo dans l'administration de la justice</p>	<p>Nombre d'avis et propositions faites aux autorités pour l'application des normes juridiques nationales et des instruments juridiques régionaux et internationaux dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo dans l'administration de la justice</p>
			<p>A.11. R.21. Organisation des visites conjointes des prisons avec les magistrats du parquet</p>	<p>Nombre des visites conjointes des prisons organisées avec les magistrats du parquet</p>

			<p>A.12. R.21. Transmission des rapports contenant les recommandations pour l'application des normes nationales et des instruments internationaux sur différents aspects de la situation des droits de l'homme (droits du détenu, accès à une justice équitable, conditions carcérales, sécurité des prisons, formations des agents pénitentiaires)</p>	<p>Nombre des recommandations formulées dans le rapport pour l'application des normes nationales et des instruments internationaux sur différents aspects des droits de l'homme</p>
			<p>A.13. R.21. Organisation des activités conjointes en rapport avec la promotion et la protection des droits de l'homme avec les autres institutions d'appui à la démocratie dans leurs domaines</p>	<p>Nombre d'activités réalisées conjointement avec les autres Institutions d'appui à la démocratie</p>

			A.14. R.21. Conclusion de partenariat avec les autres institutions d'appui à la démocratie	Existence d'accord de partenariat signé avec les autres Institutions d'appui à la démocratie
14. Coopération avec les organisations locales et nationales	O.S.22. Renforcer l'interaction avec les organisations locales et nationales par leur accompagnement pour l'épanouissement des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020	R.22. Les droits de l'homme sont plus épanouis à l'horizon 2020 en RDC grâce à la synergie d'actions de la CNDH avec les organisations locales et nationales	A.1. R.22. Mise en place d'un cadre de concertation et de réflexion avec différents groupes thématiques	Existence d'un cadre d'échanges entre la CNDH et les groupes thématiques des droits de l'homme
			A.2. R.22. Organisation des réunions, périodiques avec les membres des organisations des différentes thématiques des droits de l'homme	Nombre des réunions organisées à avec les organisations des différentes thématiques des droits de l'homme
			A.3. R.22. Appui aux différentes activités des organisations de la société civile	Nombre d'activités des organisations de la société civile ayant bénéficié de l'appui de la CNDH
			A.4. R.22. Formation des pools des formateurs pour une meilleure amplification des informations sur les droits de l'homme	Nombre des formateurs formés Existence des pools de formateurs

			A.5. R.22. Formation des DDH en techniques d'enquêtes sur la situation des droits de l'homme	Nombre des DDH formés en techniques d'enquêtes
			A.6. R.22. Formations des DDH en monitoring des différents aspects des droits de l'homme (prisons, manifestations publique,...)	Nombre des DDH formés en techniques de monitoring des droits de l'homme
			A.7. R.22. Organisation des réunions mensuelles avec les DDH sur la situation des droits de l'homme et sur les DDH	Nombre des réunions mensuelles organisées sur la situation des droits de l'homme
			A.8. R.22. Assistance et appui aux défenseurs des droits de l'homme	Nombre des DDH ayant bénéficié de l'assistance et de l'appui de la CNDH
15. Coopération avec les Organisations internationales	O.S.23. Renforcer la coopération en intégrant la CNDH au sein des organisations internationales d'ici	R.23. La CNDH est présente au sein des organisations internationales d'ici 2020	A.1. R.23. Demande d'accréditation au sous-comité d'accréditation du Conseil des droits de l'homme	Existence de la lettre de demande d'accréditation de la CNDH auprès du Conseil des droits de l'homme

	2020	A.2. R.23. Demande d'affiliation au secrétariat de la commission africaine des droits de l'homme	Existence de la lettre de demande d'affiliation au secrétariat de la commission africaine des droits de l'homme
		A.3. R.23. Cotisation annuelle de la CNDH à Global Alliance of National Human Rights Institutions	Existence de bordereau de transfert des fonds effectué en faveur de GANHRI
		A.4. R.23. Cotisation annuelle de la CNDH au Réseau africain des INDH	Existence de bordereau de transfert des fonds effectué en faveur de RINADH
		A.5. R.23. Cotisation annuelle de la CNDH à l'association francophone des INDH	Existence de bordereau de transfert des fonds effectué en faveur de l'AFCNDH
		A.6. R.23. Participation aux conférences, séminaires et ateliers des réseaux	Nombre de participation aux conférences des réseaux

16. Coopération avec les missions diplomatiques accréditées en RDC	O.S.24. Collaborer avec les missions diplomatiques accréditées en RDC pour leur contribution à l'épanouissement de la promotion et la protection des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2021	R.24. Les missions diplomatiques accréditées en RDC contribuent à l'épanouissement de la promotion et la protection des droits de l'homme en RDC à l'horizon 2020	A.25. R.24. Etablissement de partenariat avec les missions diplomatiques	Nombre des missions diplomatiques partenaires de la CNDH
---	---	--	---	--

Il est à noter que les actions retenues pour la mise en œuvre des différents programmes sont déclinées dans le cadre logique en différentes activités.

VII. CALENDRIER D'ACTIVITES

N° Actions/ Activités	Libellé : Axes stratégiques, Programmes et Actions	Responsable de l'exécution de l'activité	Période				
			2016	2017	2018	2019	2020
AXE 1 : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE LA CNDH							
Programme 1	Renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH						
Action 1	Doter la CNDH d'infrastructures pour son siège national ainsi que pour ses bureaux de représentation provinciales, ses antennes urbaines et territoriales						
Activité 1	Rencontre de plaidoyer avec les autorités compétentes tant nationales que provinciales pour l'octroi des bâtiments en faveur de la CNDH à tous les niveaux	CNDH					
Activité 2	Acquisition des bâtiments alloués par l'Etat pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP et ses antennes urbaines et territoriales	GOUVERNEMENT / ITPR/ National /Provincial					
Activité 3	Location immobilière par la CNDH pour ses structures	GOUVERNEMENT / Mini budget / Mini finances					
Activité 4	Construction du siège national de la CNDH	Gouvernement / PTF					

Action 2	Doter la CNDH en équipements et matériels adéquats pour son siège national ainsi que pour ses bureaux de représentation provinciales, ses antennes urbaines et territoriales ;						
Activité 5	Acquisition d'équipements de bureaux pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et ses antennes territoriales	Gouvernement ITPR/Mini Budget/Plan					
Activité 6	Acquisition d'équipements informatiques pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Gouvernement ITPR/Mini Budget/Plan					
Activité 7	Acquisition des matériels de communication et télécommunication pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Gouvernement ITPR/Mini Budget/Plan					
Activité 8	Acquisition des matériels de transport pour le siège national de la CNDH ainsi que pour ses BRP, ses antennes urbaines et territoriales	Gouvernement ITPR/Mini Budget/Plan					
Action 3	Doter la CNDH d'un personnel en nombre suffisant pour son siège national ainsi que pour ses bureaux de représentation provinciales, ses antennes urbaines et territoriales						
Activité 9	Recrutement du personnel	CNDH					
Action 4	Assurer la rémunération du personnel mis en place						
Activité 10	Motivation du personnel par leur mécanisation et l'octroi d'une rémunération	GOVERNEMENT F.P./Mini budget /					

	de l'Etat	Mini finances					
Activité 11	Mise en place des mécanismes d'amélioration de la rémunération du personnel par l'octroi des primes des partenaires	CNDH/PTF					
Action 5	Doter la CNDH d'un budget conséquent						
Activité 12	Dotation de la CNDH d'un budget de l'Etat par l'élaboration des prévisions budgétaires de la CNDH à soumettre au ministère du budget	Gouvernement Mini Budget/Mini Finances Assemblée Nationale					
Activité 13	Participation aux conférences budgétaires en vue d'un plaidoyer pour l'allocation d'un budget conséquent à la CNDH par l'Etat	CNDH					
Activité 14	Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF en faveur de la CNDH.	CNDH/PTF					
Action 6	Renforcer les capacités du personnel de la CNDH au niveau national ainsi qu'aux bureaux de représentation provinciale, des antennes des villes et des territoires	CNDH/PTF					
Activité 15	Formation en droits de l'homme	CNDH/PTF					
Activité 16	Formation en techniques d'investigation, d'enquêtes et de monitoring	CNDH/PTF					
Activité 17	Formation en techniques d'élaboration des rapports des droits de l'homme	CNDH/PTF					
Activité 18	Formation en logistique	CNDH/PTF					
Activité 19	Formation en Bridge (observation électorale)	CNDH/PTF					

Activité 20	Formation en Techniques de plaidoyer et de lobbying	CNDH/PTF					
Activité 21	Formation en management	CNDH/PTF					
Activité 22	Formation en gestion des marchés publics	CNDH/PTF					
Activité 23	Formation en gestion axée sur les résultats	CNDH/PTF					
Activité 24	Formation en technique de conciliation et médiation	CNDH/PTF					
Activité 25	Participation des Membres, cadres et agents de la CNDH aux formations internationales	CNDH/PTF					
Activité 26	Organisation des rencontres d'échanges au pays avec les autres INDH	CNDH/PTF					
Activité 27	Organisation des voyages d'études ou rencontres d'échanges auprès des INDH des réseaux	CNDH/PTF					
Action 7	Doter la CNDH des textes réglementaires et normatifs	CNDH					
Activité 28	Elaboration d'un règlement intérieur	CNDH					
Activité 29	Elaboration d'un règlement administratif	CNDH					
Activité 30	Elaboration d'un règlement financier et de gestion du patrimoine	CNDH					
Activité 31	Elaboration du manuel de procédures d'examen et de traitement des plaintes	CNDH					
Activité 32	Elaboration d'un code d'éthique et de bonne conduite des enquêteurs de la CNDH	CNDH					
Action 8	Mise en place progressive des structures de la CNDH sur toute l'étendue du territoire national						

Activité 33	Installation des Bureaux de représentation provinciale de la CNDH	CNDH					
Activité 34	Installation des antennes urbaines de la CNDH	CNDH					
Activité 35	Installation des antennes territoriales de la CNDH	CNDH					
Programme 2	PLANIFICATION						
Action 9	Production d'outils de planification et de mobilisation des ressources						
Activité 36	Elaboration du plan stratégique de la CNDH	CNDH/PTF					
Activité 37	Elaboration du plan d'action opérationnel de la CNDH	CNDH					
Activité 38	Elaboration des projets spécifiques	CNDH					
Activité 39	Elaboration d'un canevas du plan opérationnel à mettre à la disposition des BRP, antennes urbaines et territoriales	CNDH					
Programme 3	RENFORCEMENT DU SUIVI ET EVALUATION						
Action 10	Mettre en place un système d'information efficace basé sur la nouvelle technologie						
Activité 40	Mise en place d'un système d'alerte précoce au travers les outils de télécommunication	CNDH/PTF					
Activité 41	Organisation de la collecte, l'analyse et la transmission des données par l'outil informatique	CNDH					
Activité 42	Constitution d'une base des données concernant les questions liées aux droits de l'homme et les groupes de	CNDH					

	population						
Activité 43	Elaboration des rapports périodiques	CNDH					
Activité 44	Reproduction et diffusion des rapports périodiques	CNDH					
Action 11	Appuyer les bureaux de représentation dans la mise en œuvre des activités						
Activité 45	Organisation des missions de suivi des activités de la CNDH au niveau des bureaux de représentation provinciale, des antennes urbaines et territoriales	CNDH					
Action 12	Organiser des réunions périodiques						
Activité 46	Organisation des sessions ordinaires de la CNDH	CNDH					
Activité 47	Organisation des sessions extraordinaires de la CNDH	CNDH					
Action 13	Organiser des évaluations interne et externe de la CNDH						
Activité 48	Organisation d'une réunion annuelle d'évaluation de la CNDH	CNDH					
Activité 49	Organisation de mission d'évaluation externe de la CNDH	CDNH/PTF					
Activité 50	Organisation de mission d'audit interne	CNDH					
Activité 51	Organisation de missions d'audit externe	Gouvernement/PTF					
Programme 4	MARKETING INSTITUTIONNEL						
Action 14	Produire des éléments d'identification de la CNDH						

Activité 52	Production d'outils d'identification de la CNDH (enseignes lumineuses, panneaux d'indication des bureaux, casquettes, calendriers, fanions, agendas, T-shirts, stylos, pagnes, parapluies, drapelets, autocollants	PTF						
Action 15	Doter la CNDH d'un outil de communication efficace							
Activité 53	Elaboration d'un Plan de Communication de la CNDH	CNDH/PTF						
Activité 54	Création et animation d'un site Web pour la CNDH	CNDH						
Activité 55	Animation des conférences et séminaires	CNDH						
AXE 2 : PROMOTION D'UNE CULTURE DES DROITS DE L'HOMME								
Programme 5	FORMATION ET EDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME							
Action 16	Organiser des formations aux droits de l'homme à certaines catégories professionnelles ciblées							
Activité 56	Organisation des séminaires et ateliers de formation ciblée aux responsables d'application de la loi dont les membres des forces armées, de la police et les magistrats	CNDH/PTF						
Activité 57	Organisation des séminaires et ateliers de formation ciblée aux agents pénitentiaires	CNDH/PTF						
Activité 58	Organisation des séminaires et ateliers de formation ciblée aux agents de la presse journalistes,	CNDH/PTF						

Activité 59	Organisation des séminaires et ateliers de formation ciblée aux Enseignants,	CNDH/PTF					
Activité 60	Organisation des séminaires et ateliers de formation ciblée aux membres des ordres professionnels	CNDH/PTF					
Activité 61	Organisation des séminaires et ateliers de formation ciblée aux responsables des entreprises sur les droits économiques, sociaux et culturels	CNDH/PTF					
Activité 62	Organisation des séminaires et ateliers de formation des formateurs des aumôniers et officiers des services d'éducation civique des FARDC et de la PNC au respect des droits civils et politiques de l'homme et du droit international humanitaire	CNDH/PTF					
Action 17	Vulgariser les instruments nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme						
Activité 63	Production et publication d'un recueil d'instruments juridiques nationaux ainsi que régionaux et internationaux dûment ratifiés par la RDC	CNDH/PTF					
Action 18	Contribuer à l'intégration de l'éducation des droits de l'homme au niveau des écoles et universités						

Activité 64	Organisation de réunions de plaidoyer avec les autorités en charge de l'éducation pour l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles et universités	CNDH					
Activité 65	Elaboration des programmes d'étude à l'intention des écoles en partenariat avec les autorités chargés de l'éducation primaire, secondaire et professionnel	CNDH/MinEPSP/PTF					
Activité 66	Elaboration des programmes d'étude à l'intention des instituts supérieurs et universités en partenariat avec les autorités chargés de l'enseignement supérieur	CNDH/MinES/PTF					
Activité 67	Elaboration d'un code de conduite interdisant la violence, les abus sexuels, le harcèlement et les châtiments corporels au niveau des écoles et universités	CNDH/PTF					
Action 19	Initier l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles et dans les universités						
Activité 68	Initiation à l'éducation aux droits de l'homme lors des journées culturelles dans les écoles	CNDH					

Activité 69	Organisation des séminaires et conférences dans les instituts supérieurs et universités sur les droits proclamés par les instruments nationaux, régionaux et internationaux dûment ratifiés par la RDC, leur mécanismes de mise en œuvre ainsi que sur leurs mécanismes de protection	CNDH						
Action 20	Education et formation par les médias							
Activité 70	Création d'un "Espace droits de l'homme" dans les chaînes radio-télévisées où seront traités et débattus les questions des droits de l'homme	CNDH						
Programme 6	SENSIBILISATION							
Action 21	Mener des campagnes de sensibilisation générale en rapport avec les informations de base sur les droits de l'homme							
Activité 71	Organisation des tribunes populaires dans le secteur non structuré (enfants de rue, vendeurs, marchands, chauffeurs et autres) pour sensibilisation sur la DUDH et au respect des droits d'autrui	CNDH						
Activité 72	Organisation des campagnes de sensibilisation de la population dans les Eglises sur la DUDH et au respect des droits d'autrui	CNDH						
Action 22	Mener des campagnes ciblées, axées sur un droit spécifique ou un ensemble des droits							

Activité 73	Organisation des séances de sensibilisation (IEC) des femmes sur les questions des droits de la femme et de l'enfant dans les hôpitaux au cours de CPN et CPS	CNDH/PTF					
Activité 74	Organisation des activités de sensibilisation en marge de la commémoration des différentes thèmes des journées internationales en Droits de l'Homme	CNDH/PTF					
Activité 75	Organisation des campagnes de sensibilisation des autorités scolaires et académiques, des enseignants ainsi que des comités des parents sur les questions des droits de l'enfant	CNDH/PTF					
Activité 76	Organisation des campagnes de sensibilisation sur les questions de violences sexuelles et violences basées sur le genre	CNDH/PTF					
Activité 77	Sensibilisation (CCC) des éléments des forces de l'ordre et de sécurité, des agents pénitentiaires au respect des droits de personne en détention	CNDH/PTF					
Activité 78	Sensibilisation (CCC) des magistrats et OPJ au respect des droits de l'homme : cas d'arrestations arbitraires, détentions illégales,	CNDH/PTF					

	justice équitable						
Activité 79	Sensibilisation des entreprises sur leur responsabilité sociale et sociétale en matière des droits de l'homme dans les activités d'exploitation minière, forestière et pétrolière	CNDH/PTF					
Activité 80	Sensibilisation des communautés sur la réinsertion des ex enfants soldats démobilisés	CNDH/PTF					
Activité 81	Sensibilisation des communautés sur la réinsertion et la non stigmatisation des femmes victimes des violences sexuelles	CNDH/PTF					
Activité 82	Sensibilisation des Chefs coutumiers en matière des droits des peuples autochtones	CNDH/PTF					
Activité 83	Organisation des campagnes de sensibilisation de la population contre la discrimination et la stigmatisation des PVVIH	CNDH/PTF					
Activité 84	Organisation des campagnes de sensibilisation de la population contre la discrimination et la stigmatisation des PVH	CNDH/PTF					
Activité 85	Sensibilisation de la population pour le droit à un environnement sain	CNDH/PTF					

Activité 86	Sensibilisation des jeunes des partis politiques et des leaders des partis politiques contre les violences lors des manifestations publiques	CNDH/PTF					
Actions 23	Mener des campagnes de sensibilisation à travers les médias (Radio, TV, presse écrite et internet)						
Activité 87	Organisation des émissions radio-télévisées sur les questions thématiques des droits de l'homme droits civils et politiques, droits économiques sociaux et culturels, droits collectifs, droits spécifiques des femmes et enfants ainsi que d'autres groupes personnes vulnérables (handicapés, PVVIH, personnes de troisième âge, peuples autochtones)	CNDH					
Programme 7	DOCUMENTATION SUR LES DROITS DE L'HOMME						
Action 24	Constituer une documentation sur les droits de l'homme et les questions y relatives						
Activité 88	Création d'un centre de documentation physique ou virtuelle de la CNDH sur le site web de l'institution	CNDH /Gouvernement/ PTF					
Activité 89	Souscription aux abonnements,	CNDH					
Activité 90	Assurer l'approvisionnement régulier en ouvrages,	CNDH / PTF					

Programme 8	PUBLICATIONS						
Action 25	Diffusion des publications à travers les médias (radio télés, site web de la CNDH, réseaux sociaux)						
Activité 91	Diffusion des rapports d'activités et d'autres documents produits par la CNDH	CNDH / PTF					
Activité 92	Organisation des points de presse	CNDH					
Action 26	Transmettre les rapports de la CNDH aux différentes Institutions (Président de la République, à l'Assemblée Nationale, au Sénat, au Gouvernement, à la Cour Constitutionnelle, à la Cour de Cassation, au Conseil d'Etat, à la Haute Cour Militaire et aux Parquets)						
Activité 93	Impression et reproduction des rapports de la CNDH	CNDH					
Action 27	Diffusions des publications à travers les revues						
Activité 94	Publication d'articles sur les droits de l'homme dans des revues scientifiques	CNDH/PTF					
Activité 95	Création et publication d'une revue périodique sur les droits de l'homme	CNDH/PTF					
AXE 3 : PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME							
Programme 9	ENQUETES SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME						
Action 28	Organiser des missions d'enquêtes par autosaisine et suite au traitement des plaintes						

Activité 96	Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits civils et politiques constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	CNDH					
Activité 97	Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits économiques, sociaux et culturels constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	CNDH					
Activité 98	Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits collectifs constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	CNDH					
Activité 99	Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits de la femme et de l'enfant constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	CNDH					
Activité 100	Organisation des missions d'enquêtes sur les cas d'atteintes aux droits des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables dont les PVVIH et personnes de 3ème âge constatés ou portés à la connaissance de la CNDH	CNDH					
Activité 101	Transmission des rapports d'enquêtes avec des recommandations pour mesures appropriées	CNDH					
Activité 102	Rencontres de suivi des	CNDH					

	recommandations						
Programme 10	TRAITEMENT DES PLAINTES ET ACCES DES VICTIMES A LA JUSTICE						
Action 29	Gérer les plaintes						
Activité 103	Mise en place d'un système informatisé des plaintes	CNDH					
Action 30	Orienter les victimes						
Activité 104	Conseil aux victimes	CNDH					
Action 31	Aider les victimes à ester en justice						
Activité 105	Actions en justice	CNDH					
Activité 106	Assistance judiciaire des victimes par la CNDH	CNDH					
Action 32	Ester en justice en lieu et place des victimes						
Activité 107	Dépôts des plaintes en justice par la CNDH	CNDH					
Programme 11	Résolution des différends par d'autres voies						
Action 33	Application de la conciliation comme mode alternatif de règlement de certains différends						
Activité 108	Régler certains cas de violations des droits de l'homme par la conciliation	CNDH					
Programme 12	MONITORING DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS DIFFERENTS THEMATIQUES						
Action 34	Faire le monitoring de certains aspects des droits de l'homme dans différents thématiques						

Activité 109	Monitoring des droits civils et politiques Visites périodiques des lieux de détention et d'incarcération; monitoring du processus électoral, monitoring des manifestations publiques, monitoring du droits à la liberté de circulations	CNDH						
Activité 110	Monitoring des droits économiques, sociaux et culturels : accès aux services sociaux de base : santé; eau potable; électricité; accès à l'emploi et à l'éducation	CNDH						
Activité 111	Monitoring des droits collectifs droit à la paix, droit à un environnement sain, droit de jouir des ressources de leurs terres; responsabilité sociale et sociétale des entreprises minières, forestières et pétrolières)	CNDH						
Activité 112	Monitoring des droits des femmes et des enfants : monitoring de procès des cas des violences sexuelles, monitoring de la discrimination basée sur le genre, pires formes de travail des enfants, phénomène enfants sorciers, protection judiciaire de l'enfant	CNDH						
Activité 113	Monitoring des droits des personnes vulnérables : droit à l'emploi des personnes avec handicap, droit à un logement décent des personnes de 3ème âge, droit à la santé des PVVIH, accès	CNDH						

	aux ARV et droit à la non-discrimination des peuples autochtones						
Activité 114	Examen de la législation existante ou envisagée, des politiques et pratiques existantes	CNDH					
Activité 115	Suivi des observations et recommandations formulées à l'endroit de la RDC par les organes de traité pour une suite positive	CNDH					
AXE 4 : COOPERATION ET PARTENARIAT							
Programme 13	COOPERATION AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE						
Action 35	Conseiller le Président de la République en fournissant des avis et propositions ainsi que des recommandations sur toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme						
Activité 116	Transmission des avis et propositions sur toutes les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme ainsi qu'au droit international humanitaire et à l'action humanitaire	CDNH					
Activité 117	Transmission des rapports contenant les recommandations	CDNH					

Action 36	Conseiller l'Assemblée Nationale et le Sénat en fournissant des avis, recommandations et propositions concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme sur les dispositions législatives existantes et envisagées						
Activité 118	Tenue de réunions de plaidoyer avec l'Assemblée Nationale et le Sénat pour l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo	CDNH					
Activité 119	Accompagnement des Députés et Sénateurs lors de l'examen des dispositions législatives envisagées relatives aux droits de l'homme	CDNH					
Activité 120	Transmission des avis et propositions concernant les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme ainsi qu'au droit international humanitaire et à l'action humanitaire	CDNH					
Activité 121	Transmission des rapports d'activités annuels, semestriels et ponctuels de la CNDH contenant les recommandations	CDNH					
Activité 122	Rencontres périodiques avec les députés et sénateurs pour le suivi des recommandations						

Actions 37	Conseiller le Gouvernement en fournissant des avis et propositions, ainsi que des recommandations concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme relevant de sa compétence						
Activité 123	Tenue de réunion de plaidoyer avec le Gouvernement pour l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo	CDNH					
Activité 124	Transmission des avis et propositions pour la la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme	CDNH					
Activité 125	Transmission des rapports contenant les recommandations pour la ratification des instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme	CDNH					
Activité 126	Transmission des rapports contenant les recommandations pour décisions idoines en vue de l'amélioration des droits de l'homme et redressement des situations de violations des droits de l'homme dénoncées	CDNH					
Activité 127	Contribution à la préparation des rapports que la République Démocratique du Congo présente devant les organisations internationales	CDNH					

	dans le domaine des droits de l'homme						
Activité 128	Rencontres périodiques avec les autorités ministériels et administratifs pour le suivi des recommandations	CDNH					
Actions 38	Conseiller les Cours et tribunaux ainsi que les Parquets près ces juridictions en fournissant des avis et propositions, ainsi que des recommandations concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme relevant de leurs domaines et compétences						
Activité 129	Transmission d'avis et proposition sur l'application des normes juridiques nationales et des instruments juridiques régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme dûment ratifiés par la République Démocratique du Congo	CNDH					
Activité 130	Transmission des rapports contenant les recommandations pour l'application des normes nationales et des instruments internationaux sur différents aspects de la situation des droits de l'homme (droits du détenu, accès à une justice équitable, conditions carcérales, sécurité des prisons, formations des agents pénitentiaires)	CNDH					

Activité 131	Rencontres périodiques avec les autorités pour le suivi des recommandations	CNDH					
Actions 39	Collaborer avec les autres institutions d'appui à la démocratie pour une approche basée sur les droits de l'homme sur les questions relevant de leurs domaines respectifs						
Activité 132	Organisation des activités conjointes en rapport avec la promotion et la protection des droits de l'homme	CNDH					
Activité 133	Conclusion de partenariat	CNDH					
Programme 14	COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS LOCALES ET NATIONALES						
Actions 40	Développer des réseaux et des relations de coopération avec les organisations de la société civile						
Activité 134	Mise en place d'un cadre de concertation et de réflexion avec différents groupes thématiques	CNDH					
Activité 135	Organisation des réunions, périodiques avec les membres des organisations des différentes thématiques des droits de l'homme	CNDH/PTF					
Activité 136	Appui aux différentes activités des organisations de la société civile	CNDH					
Activité 137	Formation des pools des formateurs pour une meilleure amplification des informations sur les droits de l'homme	CNDH/PTF					

Actions 41	Renforcer les capacités d'intervention des défenseurs des droits de l'homme (DDH)						
Activité 138	Formation des DDH en techniques d'enquêtes sur la situation des droits de l'homme	CNDH/PTF					
Activité 139	Formations des DDH en monitoring des différents aspects des droits de l'homme (prisons, manifestations publique,...)	CNDH/PTF					
Activité 140	Organisation des réunions mensuelles avec les DDH sur la situation des droits de l'homme et sur les DDH	CNDH					
Activité 141	Assistance et appui aux défenseurs des droits de l'homme	CNDH/PTF					
Programme 15	COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES						
Actions 42	Adhérer aux réseaux des Institutions Nationales des droits de l'homme						
Activité 142	Cotisation annuelle de la CNDH à Global Alliance of National Human Rights Institutions	CNDH					
Activité 143	Cotisation annuelle de la CNDH au Réseau africain des INDH	CNDH					
Activité 144	Cotisation annuelle de la CNDH à l'association francophone des INDH	CNDH					
Activité 145	Participation aux conférences des réseaux et des organisations internationales	CNDH					

Actions 43	Lancer le processus d'accréditation de la CNDH au Conseil des droits de l'homme et d'affiliation à la commission africaine des droits de l'homme et des peuples						
Activité 146	Demande d'accréditation au sous-comité d'accréditation du Conseil des droits de l'homme	CNDH					
Activité 147	Demande d'affiliation au secrétariat de la commission africaine des droits de l'homme	CNDH					
Programme 16	COOPERATION AVEC LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITÉES EN RDC						
Actions 44	Etablir des relations de partenariat						
Activité 148	Etablissement de partenariat avec les missions diplomatiques accréditées en RDC	CNDH/PTF					

VIII. BUDGET DU PLAN STRATEGIQUE

Le budget ci-dessous est présenté par axe stratégique suivant les différentes stratégies d'interventions traduits en programmes et son enveloppe totale s'élève à la hauteur de

	2016	2017	2018	2019	2020
Axe stratégique 1 : Développement institutionnel	579 641 924	644 046 582	715 607 313	787 167 844	865 884 628
Renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH	455 782 350	506 424 833	562 694 259	618 963 685	680 860 053
Planification	38 880	43 200	48 000	52 800	58 080
Renforcement du suivi et évaluation	116 077 879	128 975 421	143 306 024	157 636 626	173 400 288
Marketing institutionnel	7 742 814	8 603 127	9 559 030	10 514 933	11 566 426

Axe 2 : Promotion d'une culture des droits de l'homme	51 659 171	57 395 079	63 772 310	70 149 541	77 164 495
Formation et Education aux droits de l'homme	17 749 198	19 721 331	21 912 590	24 103 849	26 514 234
Sensibilisation	31 915 150	35 461 278	39 401 420	43 341 562	47 675 718
Documentation sur les droits de l'homme	1 991 223	2 212 470	2 458 300	2 704 130	2 974 543
Publications	1 550 016	1 722 240	1 913 600	2 104 960	2 315 456
Axe 3 : Protection des droits de l'homme	347 338 999	385 932 221	428 813 579	471 694 936	518 864 429
Enquêtes sur les cas des violations	159 183 282	176 870 313	196 522 570	216 174 827	237 792 310
Traitement des plaintes et accès des victimes à la justice	5 536 970	6 153 300	6 837 000	7 520 700	8 272 770
Résolution des différends par d'autres voies	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Monitoring de la situation des droits de l'homme	182 212 747	202 458 608	224 954 009	247 449 410	272 194 351
Axe 4 : Coopération	6 753 845	7 504 272	8 338 080	9 171 888	10 089 076
Coopération avec les Institutions de la République	1 551 150	1 723 500	1 915 000	2 106 500	2 317 150
Coopération avec les Organisations locales et nationales	4 213 887	4 682 097	5 202 330	5 722 563	6 294 819
Coopération avec les Organisations internationales	867 307	963 675	1 070 750	1 177 825	1 295 607
Coopération avec les missions diplomatiques accréditées en RDC	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
TOTAL	985 393 939	1 094 878 154	1 216 531 282	1 338 184 209	1 472 002 628

IX. CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE

9.1. Cadre institution

Le pilotage du plan stratégique sera assuré par le Président de la CNDH à travers le Bureau. Les arbitrages seront opérés par le Président.

La traduction des actions retenues en activités concrètes est sous la responsabilité du Bureau et des sous-commissions permanentes.

Le pilotage a pour mission de :

- Coordonner la mise en œuvre des différentes actions retenues pour atteindre les objectifs fixés ;
- Identifier et évaluer les ressources nécessaires à la réalisation du plan ;
- Négocier l'appui financier et matériel avec le gouvernement et les partenaires financiers ;
- Assurer le suivi et évaluation de l'exécution du plan.

9.2. Plan d'action annuel

Le plan stratégique n'étant qu'un document global d'orientation, chaque année les actions retenues doivent être déclinées en plan opérationnel pour sa mise en œuvre et la répartition annuelle des activités peut être modifiée au vu des opportunités et obstacles rencontrés. C'est pour cette raison que la CNDH doit instituer des réunions périodiques (semestrielles) en vue d'évaluer l'état de mise en œuvre du plan et procéder aux éventuelles réorientations.

Une planification des actions prévues sera élaborée par le Bureau et mise à la disposition des parties prenantes.

La mise en œuvre de ce plan stratégique peut se faire également à travers un plan reprenant des objectifs spécifiques avec les activités détaillées et budgétisées pour être soumis à un partenaire pour financement, sous formes de document projet spécifique.

9.3. Financement du plan stratégique

Le plan stratégique est présenté aux Institutions de la République et aux partenaires techniques et financiers pour son financement.

Cette présentation peut se faire au cours des réunions ou au cours d'une conférence ou table ronde des partenaires pour être vendu et ainsi s'enquérir de leur disponibilité à accompagner la CNDH dans certains programmes ou dans la mise en œuvre de certaines activités du Plan.

Une conférence de presse autour du Plan stratégique en vue d'informer les médias et l'opinion nationale sur les actions prévues et solliciter leur accompagnement dans la mise en œuvre de certaines actions sera organisé.

9.4. Conditions de succès du plan

La mise en œuvre du plan exige la prise en compte d'un certain nombre de conditions de succès au niveau de la CNDH, de l'Etat et des partenaires financiers.

Au niveau de la CNDH, la mise en œuvre du plan reste fortement liée à l'engagement des membres, cadres et agents de la CNDH.

Au niveau de l'Etat, l'exécution du plan dépend du ferme engagement du gouvernement à soutenir les orientations stratégiques du plan.

Au niveau des partenaires financiers, le défi à relever pour l'exécution du plan est de gagner la confiance de ces derniers. Cela dépend de la capacité du Bureau à susciter le dialogue avec ces partenaires financiers pour mobiliser les ressources financières nécessaires.

X. SUIVI ET EVALUATION

La responsabilité de la mise en œuvre des stratégies et activités de ce plan quinquennal incombe essentiellement à la CNDH avec en tête le Bureau qui devra tirer la sonnette d'alarme en cas de manque de progrès dans l'atteinte des échéances.

Un plan annuel de mise en œuvre devra découler de ce plan quinquennal pour chaque exercice annuel. Le plan annuel comportera des objectifs précis à atteindre, un chronogramme d'activités ainsi que l'entité responsable de la mise en œuvre. Des coûts plus précis des activités à conduire seront aussi dégagés ainsi que les sources de financement. Des indicateurs précis seront élaborés dans ce plan pour permettre une évaluation annuelle qui sera conduite par la CNDH ainsi que ses partenaires tant internes qu'externes.

Le Bureau s'assurera non seulement que les fonds nécessaires et autres moyens de mise en œuvre sont réunis pour permettre à la CNDH de réaliser ses objectifs mais devra aussi jouer un rôle de pilotage, de mise en œuvre et de suivi des activités du plan annuel.

Une revue à mi-parcours sera organisée pour évaluer les insuffisances du plan stratégique afin d'en tirer des leçons dans le but d'apporter des améliorations dans son exécution.

Enfin, une évaluation interviendra à la fin de l'exécution du plan. Celle-ci sera l'occasion d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs et de mesurer l'impact de sa mise en œuvre. Ceci pour tirer des leçons nécessaires à l'élaboration du prochain plan.



Rwanba Mushikongo
Président